

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 319

17 février 2011

SOMMAIRE

Agaka S.A.	15266	'SOMALUX' Société de Matériel Luxem- bourgeoise S.A., SPF	15273
Alignment Global Fund	15274	Star Group S.A., société de gestion de pa- trimoine familial, "SPF"	15267
Alpha Investissements S.A.	15311	Star Marine Holdings S.à r.l.	15300
Ancolie Holding S.A.-SPF	15273	Technoblock International S.A.	15266
Belux Services S.à r.l.	15311	Temeko Holding S.A.	15307
Birke S.A.	15274	Tensor Property Investments S.à r.l.	15306
BRSG S.A., SPF	15300	That's It A.G.	15307
Cap Consultants International S.à r.l.	15312	That's It A.G.	15308
Collectors S.à r.l.	15298	That's It A.G.	15308
Defibresil S.A.	15266	To Be One S.A.	15308
DEXIA World Alternative	15271	Tollamen SPF, SA	15272
Erevas	15312	Trans Carreira S.à r.l.	15307
Erik Justesen Holding (Luxembourg) S.A.	15272	Trans-Gil S.à r.l.	15308
Euro Ventilation S.à r.l.	15312	Transport International Luxembourgeois S.à r.l.	15309
Fairchild Participations S.A.	15273	Transports Machado Afonso s.à r.l.	15309
Falbala S.A., SPF	15298	Trans Rafael S.à r.l.	15307
Finance.Com Holding S.A.	15312	Trasfor International S.A.	15309
Finance.Com Holding S.A.	15311	Twins Brothers Fashion Sàrl	15309
Financière Pétrusse SPF S.A.	15268	Unica Holding S.A.	15310
Fourwoods Invest S. à r.l.	15309	Unifida Holding S.A.	15274
Galli S.A.	15267	Urbania Adyal-Groupe Laurad S.C.A.	15310
Helca S.A.	15268	Vesuvia S.A.	15310
ING (L) Renta Fund	15268	Vicente S.à r.l.	15310
Jilin Management S.à r.l.	15307	Walser Portfolio	15311
Marima Finances S.A.	15267	WESTA ISIC S.A.	15272
Marine Enterprises S.à r.l.	15300	West Group Participations SA	15310
Prodhycare S.A.	15308	YPL Consulting S.à r.l.	15311
ProLogis Belgium XII S.à r.l.	15310		
ProLogis Czech Republic VIII S.à r.l.	15312		
Racine Investissement S.A.	15271		

Technoblock International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 52.752.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des Actionnaires qui aura lieu au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, le 7 mars 2011 à 9.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et son approbation.
2. Lecture des rapports du Commissaire aux comptes.
3. Approbation des bilans, comptes de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 2008 et au 31 décembre 2009.
4. Décision à prendre quant à l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
5. Décharge aux administrateurs et au commissaire.
6. Nominations statutaires.
7. Divers.

TECHNOBLOCK INTERNATIONAL S.A.

Référence de publication: 2011022609/545/20.

Agaka S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 127.350.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 8 mars 2011 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2010, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2010.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011023761/1023/17.

Defibresil S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 125.382.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 8 mars 2011 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2010, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2010.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011023762/1023/17.

Star Group S.A., société de gestion de patrimoine familial, "SPF", Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 63.756.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui aura lieu le 8 mars 2011 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2010, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2010.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011023763/1023/17.

Galli S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 40.111.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui aura lieu le 8 mars 2011 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2010, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2010.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011023764/1023/17.

Marima Finances S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 102.013.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Qui se tiendra au siège social sis à L-1470 Luxembourg, route d'Esch, 7 en date du 22 mars 2011 à 16 heures, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2010 et du compte de résultats.
2. Discussion et approbation du rapport du Commissaire.
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice social qui s'est terminé le 31 décembre 2010.
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice écoulé.
5. Le cas échéant, décision conformément à l'article 100 des LCSC.
6. Divers

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2011023767/1004/19.

Financière Pétrusse SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 44.786.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le *11 mars 2011* à 10.30 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2010.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
4. Divers.

Pour le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011023769/660/15.

Helca S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 37, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 154.217.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le *8 mars 2011* à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2010, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2010.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011023765/1023/16.

ING (L) Renta Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 29.732.

Notice is hereby given that an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the shareholders of the Company will be held before notary at the Registered Office of the Company on *3 March 2011* at 02.30 p.m. Luxembourg time (the "Meeting") to consider and resolve upon the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the explanatory memorandum to the draft terms of the merger of the Company and ING (L) drawn up in accordance with Article 265 of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended (the "Law").
2. Approval of the report of the independent auditor drawn up in accordance with Article 266 (1) of the Law in relation to the adequacy of the method proposed in the draft terms of merger to determine the share exchange ratios between the shares of the Company and the new shares of ING (L).
3. Acknowledgement of the accomplishment of all formalities prescribed in Article 267 of the Law in relation to the right of each shareholder to inspect the merger documentation at the Registered Office of the Company at least one month before the date of the Meeting.
4. Approval of the draft terms of merger as published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial C") on 31 January 2011.
5. Approval of the merger between the Company as the Absorbed Company and ING (L), Société d'Investissement à Capital Variable, with Registered Office at 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 44.873 ("ING (L)") as the Absorbing Company (the "Merger").

The absorption of the Company into ING (L) shall be effected as follows:

Details of the disappearing sub-funds of ING (L) Renta Fund		Details of the absorbing sub-funds of ING (L)	
Name SICAV	Name sub-fund	Name SICAV	Name sub-fund
ING (L) Renta Fund	Yen	ING (L)	Renta Fund World
ING (L) Renta Fund	International	ING (L)	Renta Fund World
ING (L) Renta Fund	World	ING (L)	Renta Fund World
ING (L) Renta Fund	Euro	ING (L)	Renta Fund Euro
ING (L) Renta Fund	Asian Debt	ING (L)	Renta Fund Asian Debt
ING (L) Renta Fund	Corporate USD	ING (L)	Renta Fund US Credit
ING (L) Renta Fund	Dollar	ING (L)	Renta Fund Dollar
ING (L) Renta Fund	Emerging Markets Debt (Hard Currency)	ING (L)	Renta Fund Emerging Markets Debt (Hard Currency)
ING (L) Renta Fund	Emerging Markets Debt (Local Currency)	ING (L)	Renta Fund Emerging Markets Debt (Local Currency)
ING (L) Renta Fund	Emerging Markets Debt (Local Bond)	ING (L)	Renta Fund Emerging Markets Debt (Local Bond)
ING (L) Renta Fund	Euro Inflation Linked	ING (L)	Renta Fund Euro Inflation Linked
ING (L) Renta Fund	Euro Liquidity	ING (L)	Renta Fund Euro Liquidity
ING (L) Renta Fund	Eurocredit	ING (L)	Renta Fund Eurocredit
ING (L) Renta Fund	Global High Yield	ING (L)	Renta Fund Global High Yield
ING (L) Renta Fund	Euro Long Duration	ING (L)	Renta Fund Euro Long Duration
			Renta Fund Euro Government Bond (this sub-fund will be renamed to ING (L) Renta Fund Euromix Bond; this change will be reflected in the next version of the ING (L) prospectus)
ING (L) Renta Fund	Euromix Bond	ING (L)	Renta Fund Euromix Bond; this change will be reflected in the next version of the ING (L) prospectus)
ING (L) Renta Fund	Sustainable Fixed Income	ING (L)	Renta Fund Sustainable Fixed Income

with effect as of 29 April 2011 or as soon as possible thereafter; the applicable exchange ratio between the shares of the Company and the new shares of ING (L) shall be determined on the basis of the Net Asset Value of the respective sub-funds/share classes/share sub-classes of the Company and ING (L), as outlined in the Merger documentation.

6. Dissolution without liquidation of the Company and subsequent cancellation of all the outstanding shares inscribed in the books of Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A. at the date of the Merger which will be replaced by shares of the respective sub-funds of ING (L) as outlined in the Merger documentation in accordance with Article 274 of the Law.
7. Discharge of the members of the Board of Directors of the Company and determination of the place where the books and records of the Company will be kept for a period of five years.
8. Effectiveness of the Merger as of 29 April 2011 or as soon as possible thereafter (the "Effective Date").

The Meeting will validly deliberate on the agenda only if at least 50% of the issued share capital of the Company is present or represented. The related resolutions will be validly adopted if approved by at least two thirds of the votes cast by shareholders of the Company at the Meeting. Each share is entitled to one vote.

If the quorum is not reached, another Extraordinary General Meeting shall be convened to be held on 8 April 2011 at 11.30 a.m. Luxembourg time. The second Extraordinary General Meeting shall validly deliberate on the agenda regardless of the proportion of the issued share capital of the Company present or represented.

A copy of the Merger documentation (the draft terms of merger, the explanatory memorandum, the reports of the independent auditors) is available at the Registered Office of the Company. Certain additional documents (including proxies) are available at the Registered Office of the Company, in accordance with applicable law.

The reason for the Merger is the overall product streamlining policy of ING Investment Management and economic rationalization pertaining to its investment funds worldwide. The higher assets resulting from the Merger would (a) rationalize the products and generate economy of scale and (b) lower the costs borne by the respective shareholders.

The costs relating to the Merger will be borne by the management company of the Company.

Dissolution proceeds that are not payable to shareholders due to, inter alia, non-availability of the shareholder at its registered address or incorrect bank account details will be transferred to the Caisse de Consignations within six (6) months following the date of the decision to dissolve the Company.

Shareholders are hereby informed that as a result of the Merger, the objectives and investment policies of the following sub-funds of the Company will differ from those of ING (L) whereas all other absorbing sub-funds will have identical objectives and investment policies as the absorbed sub-funds:

Objectives and investment policies of the absorbed sub-funds:		Objectives and investment policies of the absorbing sub-funds:	
Name SICAV	Name sub-fund	Name SICAV	Name sub-fund
ING (L) RENTA FUND	YEN	ING (L)	RENTA FUND WORLD
The objective of the sub-fund is to achieve long-term capital growth in Japanese Yen terms by investing in a diversified portfolio of Japanese Yen denominated bonds. This will be achieved by duration and curve position.		The sub-fund aims at achieving yield via diversification in international bonds denominated in various currencies. The aim is to offer broad monetary diversification on a global scale. These investments may also be made in emerging markets. The sub-fund invests mainly in first class issuers such as governments, multinationals, supranationals or prime private sector issuers.	
ING (L) RENTA FUND	INTERNATIONAL	ING (L)	RENTA FUND WORLD
The objective of the sub-fund is to achieve long-term capital growth by investing in a diversified portfolio of fixed income securities denominated in the currencies of the world's largest developed economies, with overweight in the Euro zone. Investments are concentrated on issuers such as governments; supranationals and investment grade credits. The sub-fund's benchmark is a combination of Barclays Global Aggregate Index (50%) and Barclays Euro Aggregate Index (50%).		The sub-fund aims at achieving yield via diversification in international bonds denominated in various currencies. The aim is to offer broad monetary diversification on a global scale. These investments may also be made in emerging markets. The sub-fund invests mainly in first class issuers such as governments, multinationals, supranationals or prime private sector issuers.	
ING (L) RENTA FUND	EUROMIX BOND	ING (L)	RENTA FUND EURO GOVERNMENT BOND (this sub-fund will be renamed to ING (L) RENTA FUND EUROMIX BOND; this change will be reflected in the next version of the ING (L) prospectus)

This sub-fund aims to generate returns via the active management of a portfolio of bonds and money market instruments by investing primarily in bonds and money market instruments issued by issuers established in European States and denominated in their currency or in Euro. These countries include Member States of the European Union as well as those considered European as regards their geographical location.

The sub-fund aims to generate returns via the active management of a portfolio of bonds by investing primarily in bonds issued by issuers established in European Union countries and denominated in Euro. These countries strictly include member states of the European Union which are part of the Euro area.

Shareholders should also note that as a result of the Merger all available share classes of the Company's sub-fund ING (L) Renta Fund - International (except for the Z Capitalisation share class) will be absorbed into hedged share classes of the sub-fund ING (L) - Renta Fund World and that an additional fee of 0.05% will be charged for these share classes.

Shareholders are invited to attend the Meeting in person. To be admitted to the Meeting, each holder of physical bearer shares must deposit these shares at the headquarters or branch offices of ING and indicate his wish to attend the Meeting not later than by 28 February 2011, 05.00 p.m. Luxembourg time. Holders of bearer shares recorded in the books of Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A. shall be admitted upon proof of their identity provided that they have informed the Board of Directors of their intention to attend the Meeting at least five business days before the Meeting.

Shareholders that cannot attend the Meeting are kindly asked to complete and to sign a proxy available upon request at the Registered Office of the Company and to return it to the Legal Department of ING Investment Management Luxembourg S.A. at 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg not later than by 28 February 2011, 05.00 p.m. Luxembourg time by fax (fax number: (+352) 26 19 68 40), followed by the original by regular mail.

New subscriptions, redemptions or conversions into the sub-funds of the Company will only be accepted until the last trade date, 28 April 2011, 03.30 p.m. Luxembourg time. Shareholders are hereby informed that in relation to the Merger, the Board of Directors of the Company may be required to deviate from the investment policies of the Company's sub-

funds or from concentration rules in accordance with the provisions of the Luxembourg law of 20 December 2002 on undertakings for collective investment.

Shareholders of the Company who do not agree with the draft terms of merger have the right - upon written request to be delivered to the Company or Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A. - to redeem their shares free of any redemption fees or charges within a period of 30 calendar days prior to the Effective Date (as described in the draft terms of merger published in the Mémorial C on 31 January 2011). The shares of any shareholder of the Company inscribed in the records of Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A. or deposited at the headquarters or branch offices of ING at the Effective Date who does not request the free redemption of his shares during this period will, by default, be exchanged for shares of the relevant sub-fund of ING (L).

Luxembourg, 31 January 2011.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2011015232/755/164.

Racine Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 108.298.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 7 mars 2011 à 10:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010
3. Ratification de la cooptation d'un administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
5. Nominations Statutaires
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011023766/795/17.

DEXIA World Alternative, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 82.737.

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires («l'Assemblée») de DEXIA WORLD ALTERNATIVE aura lieu au siège social de la société, 69, route d'Esch, L - 1470 Luxembourg le 25 février 2011 à 10 heures 30

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises au 30 septembre 2010
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2010
3. Affectation des résultats
4. Décharge à donner au Conseil d'Administration pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2010
5. Election du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
6. Divers

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'Assemblée ne requièrent aucun quorum et que les décisions seront prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires qui désirent assister personnellement à l'Assemblée sont priés, pour des raisons d'organisation, de s'inscrire jusqu'au 23 février 2011 auprès de DEXIA WORLD ALTERNATIVE, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, à l'attention de Mme Mylène Castellani (Fax N° +352 / 2460-3331).

Pour être admis à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets de Dexia Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L - 1470 Luxembourg.

DEXIA WORLD ALTERNATIVE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Référence de publication: 2011019879/755/28.

Tollamen SPF, SA, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 16.551.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 7 mars 2011 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Acceptation de la démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant
5. Décharge spéciale à l'Administrateur démissionnaire pour l'exercice de son mandat jusqu'à la date de sa démission
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011023768/795/17.

Erik Justesen Holding (Luxembourg) S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 18.603.

Messrs. shareholders are hereby convened to attend the

STATUTORY GENERAL MEETING

which is going to be held at the address of the registered office, on March 8, 2011 at 11.00 o'clock, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the annual accounts and of the reports of the board of directors and of the statutory auditor.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2010.
3. Discharge to the directors and to the statutory auditor.
4. Miscellaneous.

The board of directors.

Référence de publication: 2011023770/534/16.

WESTA ISIC S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 150.326.

Messrs. Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on March 7, 2011 at 9.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Management report of the Board of Directors and report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2010
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Action on a motion relating to the possible winding-up of the company as provided by Article 100 of the Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915
5. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2011023771/795/17.

'SOMALUX' Société de Matériel Luxembourgeoise S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 4.523.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 8 mars 2011 à 15.00 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations Statutaires
5. Paiement de prestations volontaires
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011023772/795/18.

Fairchild Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 96.317.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 7 mars 2011 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2009 et 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011023773/795/15.

Ancolie Holding S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 41.913.

Mesdames, Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

des Actionnaires qui aura lieu exceptionnellement le lundi 28 février 2011 à 11.00 heures à Luxembourg, au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration ainsi que du rapport de contrôle du Commissaire relatifs à l'exercice clôturé au 31 décembre 2009.
2. Approbation du bilan arrêté au 31 décembre 2009 et du compte de profits et pertes y relatifs; affectation du résultat.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire pour l'exercice de leur mandat durant l'exercice clôturé au 31 décembre 2009.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011017874/34/18.

Unifida Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 20.035.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GÉNÉRALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 8 mars 2011 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011023774/795/15.

Birke S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 79.963.

Die Aktionäre werden hiermit zur Teilnahme an der

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, welche ausserordentlich am 28. Februar 2011 um 16.00 Uhr in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, mit folgender Tagesordnung stattfinden wird:

Tagesordnung:

1. Rücktrittsgesuch des Kommissars, der Aktiengesellschaft FIDUCIAIRE INTERNATIONALE SA, sowie Beschlussfassung hinsichtlich ihrer Entlastung.
2. Ernennung der Gesellschaft mit beschränkter Haftung COMCOLUX S.à r.l., H.G.R. Luxembourg B 58.545, mit Sitz in L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, als Kommissar bis zum Ende der statutarischen Generalversammlung des Jahres 2015.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2011019214/29/17.

Alignment Global Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 143.044.

In the year two thousand and eleven, on the seventeenth day of January

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of Alignment Global Fund (the "Company"), a société anonyme qualifying as a société d'investissement à capital variable – fonds d'investissement spécialisé having its registered office at 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, registered with the Luxembourg trade and companies under number B 143.044, incorporated under Luxembourg law on 14 November 2008 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (hereafter the "Mémorial") number 2883 of 3 December 2008. The articles of incorporation have been amended on 3 December 2008 by a notarial deed of Maître Henri Hellinckx, published in the Mémorial, number 56 on 10 January 2009 and the restated articles of incorporation have been published in the Mémorial number 171 on 26 January 2009.

The meeting was opened at: 2 p.m. under the chairmanship of Mrs Georgette Fyfe-Meis, residing professionally in Senningerberg,

who appointed as secretary Mr François Lefèbre residing professionally in Senningerberg.

The meeting elected as scrutineer Mr Xavier Rouvière, residing professionally in Senningerberg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The shares being all in registered form, a convening notice has been sent to each shareholder of the Company on 7 January 2011;

II. The name of the shareholders present or represented, the proxies of the shareholders represented and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders present, the proxies of

the shareholders represented, the members of the board of the Meeting and the notary, will remain annexed to the present deed to be registered at the same time therewith. The proxies of the shareholders represented will also remain annexed to the present deed after having been initialed “ne varietur” by the appearing persons.

III. The agenda of the present Meeting is the following:

Agenda

1. Conversion of the Company from a specialized investment fund subject to the Luxembourg law of 13 February 2007, as amended, into a self-managed undertaking for collective investments in transferable securities (UCITS) subject to Part I of the Luxembourg law of 20 December 2002 relating to undertakings for collective investments, as amended (the “UCI Law”) and general update of the articles of incorporation of the Company.

2. Subsequent restatement of the articles of incorporation of the Company. In particular, Article 3 is to be restated as follows:

“The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities and other assets permitted by law with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company is subject to the provisions of Part I of the Luxembourg law of 20 December 2002 relating to undertakings for collective investment (the “Law”) and, as such, may be a self-managed SICAV or appoint a management company subject to Chapter 13 of the Law.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law.”

3. Further to the above mentioned changes, the Meeting shall decide on any other amendments required by the Luxembourg financial supervisory authority (the “CSSF”), including in particular any amendments required in connection with the submission of the Company to the provisions of Part I of the UCI Law.

4. Appointment of further members of the Board of Directors of the Company.

5. Miscellaneous.

IV. The resolutions on the agenda of the Meeting will require a majority of two thirds of the votes cast at the Meeting. The above resolutions are furthermore subject to a quorum requirement of at least one half of the share capital of the Company. If such quorum is not present or represented, a second meeting will be convened. The second meeting shall validly deliberate regardless of the quorum present or represented.

V. Pursuant to the attendance list, 7,725,480 shares of the 8,091,065 of the issued shares of the Company are present or represented at the Meeting.

VI. Consequently, the present Meeting is properly constituted and may transact the business on the above agenda.

After deliberation, the Meeting took unanimously the following resolutions:

First resolution

The Meeting decides (i) to convert the Company subject to the Luxembourg law of 13 February 2007 on specialized investment funds, as amended, into a self-managed undertaking for collective investments in transferable securities (UCITS) subject to Part I of the Luxembourg law of 20 December 2002 relating to undertakings for collective investments, as amended (the “UCI Law”) and (ii) to make a general update of the articles of incorporation of the Company.

First resolution

The Meeting consequently decides to restate the articles of incorporation of the Company as follows:

“ **Art. 1.** There exists among the subscriber and all those who may become holders of shares, a company in the form of a “société anonyme” qualifying as a “société d’investissement à capital variable” (“SICAV”) under the name of “ALIGNMENT GLOBAL FUND” (the “Company”).

Art. 2. The Company is established for an unlimited duration. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the “Articles”).

Art. 3. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities and other assets permitted by law with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company is subject to the provisions of Part I of the Luxembourg law of 20 December 2002 relating to undertakings for collective investment (the “Law”) and, as such, may be a self-managed SICAV or appoint a management company subject to Chapter 13 of the Law.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Senningerberg, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that events of force majeure have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 5. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined in Article 23 hereof.

The Company is incorporated with multiple compartments (each a "Fund") as provided for in article 133 of the Law. To that effect shares are issued in separate classes in respect of each Fund and such classes may be denominated in different currencies and the proceeds of the issue of each class of shares corresponding to a Fund shall be invested pursuant to Article 3 hereof in transferable securities and other assets permitted by law corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities or permitted assets, as the board of directors shall from time to time determine in respect of each Fund. The assets of a specific Fund are exclusively available to satisfy the rights of creditors whose claims have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of that Fund.

Within each Fund, shares may further be divided into several categories which may differ, among other things, in respect of their sales charge structure, as the board of directors may decide to issue within the relevant class of shares corresponding to a Fund.

Where applicable, references in these Articles to a class of shares shall be construed as meaning shares of any category of the relevant class corresponding to a Fund.

The board of directors is authorised without limitation to issue fully paid shares of any category of the relevant class at any time in accordance with Article 24 hereof at the subscription price or at the respective subscription prices per share determined in accordance with Article 23 hereof without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued.

The board of directors may decide if and from what date shares of other categories shall be offered for sale, those shares to be issued on terms and conditions as shall be decided by the board of directors.

The minimum capital of the Company shall be the equivalent in United States Dollars ("USD") of the minimum provided for by the Law. The minimum capital of the Company must be achieved within six months after the date on which the Company has been authorised as a collective investment undertaking under the Law.

The board of directors may delegate to any Director (as defined in Article 13 below) or to any officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty to accept subscriptions and receive payment for such new shares.

The capital of the Company shall be expressed in USD as the aggregate of the net assets of all classes of shares, for which purpose the net assets attributable to a class not denominated in USD shall be converted into USD. In the event that for a period of 30 consecutive days, for any reason the Net Asset Value of any Fund is lower than USD 25.000.000 or in the case of a Fund denominated in a currency other than USD, the equivalent in any currency of such amount, or in case the board of directors deems it appropriate because of changes in the economic or political situation affecting the Company or the relevant Fund, or because it is deemed to be in the best interest of the relevant shareholders, the board of directors may redeem all shares of the Fund at a price reflecting the anticipated realisation and liquidation costs for closing of the relevant Fund, but with no redemption charge, or may, merge that Fund with another Fund of the Company or with another undertaking for collective investment organised under the provisions of Part I of the Law.

Liquidation of a Fund or its merger with another Fund of the Company or with an undertaking for collective investment organised under the provisions of Part I of the Law, may be also effected after approval of the shareholders of the Fund to be terminated or merged at a duly convened meeting of the shareholder of the Fund which may be validly held without a quorum and take decisions by a simple majority of the votes cast.

A merger of the relevant Fund will be binding on the holders of shares of the relevant Fund upon 30 days prior notice given to them, during which period shareholders may redeem their shares without redemption charge.

In the case of a merger with a "fonds commun de placement", the decision will be binding only on those shareholders having voted in favour of the merger.

Liquidation proceeds not claimed by the shareholders at the close of the liquidation of a Fund will ultimately be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg. If not claimed, they shall be forfeited in accordance with Luxembourg law.

Art. 6. The Company will only issue shares in registered form. Shareholders will receive a confirmation of their shareholding.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the price as set forth in Article 24 hereof. The subscriber will, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price, receive title to the shares purchased and, upon application, without undue delay, obtain delivery of definitive confirmation of his share holding.

Payments of dividends, if any, will be made to shareholders at their mandated addresses in the register of shareholders.

All issued shares of the Company shall be registered in the register of shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefor by the Company and such register shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile so far as notified to the Company and the number and class of shares held by him. Every transfer of a share shall be entered in the register of shareholders.

Subject to any restrictions set forth in these Articles, Shares shall be free from any restriction on the right of transfer and, once issued and fully paid for, from any lien in favour of the Company.

Transfer of shares shall be effected by inscription of the transfer to be made by the Company upon delivery of all instruments of transfer satisfactory to the Company.

Every shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the register of shareholders free of charge. In the event of joint holders of shares, only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only.

In the event that such shareholder does not provide such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

If a conversion or a payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, such fraction (which may be no less than one thousandth of a share) shall be entered into the register of shareholders. It shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend.

Art. 7. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his confirmation of share holding has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate confirmation of share holding may be issued under such conditions and guarantees, as the Company may determine. At the issuance of the new confirmation of share holding, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original confirmation of share holding in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the shareholder any out of pocket expenses incurred in issuing a duplicate or a new confirmation of share holding in substitution for one mislaid, mutilated or destroyed.

Art. 8. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body if the holding of shares by such person results in a breach of law or regulations whether Luxembourg or foreign or if such holding may be detrimental to the Company or the majority of its shareholders.

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, and without limitation, by any U.S. Person, as defined hereafter. For such purpose, the Company may:

(a) decline to issue any share where it appears to it that such registration would or might result in such share being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding shares in the Company;

(b) at any time require any person whose name is entered in the register of shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a person who is precluded from holding shares in the Company; and

(c) where it appears to the Company that any person, who is precluded pursuant to this Article from holding shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is a beneficial or registered owner of shares, compulsorily redeem from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the shareholder bearing such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the confirmation of shareholding representing the shares specified after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held by him shall be cancelled;

(2) the price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed (herein called the "redemption price") shall be an amount equal to the Net Asset Value per Share of the relevant class, determined in accordance with Article 23 hereof, less any redemption charge payable in respect thereof and less any contingent deferred charge, as may be decided from time to time by the board of directors;

(3) payment of the redemption price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination of the relevant class of shares and will be deposited by the Company in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such person but only upon surrender of the confirmation of share holding representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim

against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid; or

(4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any share was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

(d) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company.

Whenever used in these Articles, the term "US Person" shall include an individual or entity that is a "US Person" as defined in Regulation S promulgated under the US Securities Act of 1933, as amended.

The board of directors may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares and will refuse to give effect to any transfer of shares and consequently refuse for any transfer of shares to be entered into the register of shareholders in circumstances where such transfer would result in a situation where shares would, upon such transfer, be held by a person not qualifying as an eligible investor (a "Non-Eligible Investor"), as may be defined by the board of directors from time to time.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who qualifies as a Non-Eligible Investor, and who holds shares in the Company, shall hold harmless and indemnify the Company, the board of directors, the other shareholders, the investment manager, the administrator, and the Company's other agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an eligible investor or has failed to notify the Company of its status of Non-Eligible Investor.

Art. 9. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 10. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, at 15:00 hours on the 30th day of April each year. If such day is not a bank business day in Luxembourg and London, the meeting shall be held on the preceding bank business day in Luxembourg and London. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 11. The quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever class or category and regardless of the Net Asset Value per share within the class or category is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by fax message. Such proxy shall be valid for any reconvened meeting unless it is specifically revoked.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to shares represented at the meeting but in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.

No resolution to amend these Articles or to dissolve the Company shall be effective unless it is passed by a majority of two thirds of the votes cast.

Art. 12. Shareholders will meet upon call by the board of directors, pursuant to notice setting forth the agenda sent to shareholders in accordance with Luxembourg law requirements.

To the extent required by Luxembourg law, the notice shall be published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg and in such newspaper as the board of directors may decide.

Art. 13. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members (each a "Director"). A majority of the board of directors shall at all times be composed of persons not resident for tax purposes in the United Kingdom.

The Directors shall be elected by the shareholders at a general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

No person other than a Director retiring at the meeting (whether by rotation or otherwise) shall be appointed or re-appointed a Director at any general meeting unless:

(a) he is recommended by the board of directors; or

(b) not less than six nor more than thirty-five clear days before the day appointed for the meeting, notice executed by a shareholder qualified to vote at the meeting (not being the person to be proposed) has been given to the chairman of the board of directors of the intention to propose that person for appointment or reappointment together with notice executed by that person of his willingness to be appointed or re-appointed.

In the event of a vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise the remaining Directors may meet and may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 14. The board of directors will choose from among its members a chairman, and may choose one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting but so that no meetings may take place in the United Kingdom.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and at the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint any person as chairman pro tempore by vote of the majority present or represented at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all Directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by fax of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any Director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing another Director as his proxy.

A Director may also participate at any meeting of the board of directors by videoconference or any other means of telecommunication permitting the identification of such Director. Such means must allow the Director to participate effectively at such meeting of the board of directors. The proceedings of the meeting must be retransmitted continuously.

The Directors may only act at duly convened meetings of the board of directors. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least half of the Directors are present or represented at a meeting of the board of directors and only if the majority of the Directors so present or represented are persons not resident in the United Kingdom. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. The chairman of the board shall have a casting vote.

Resolutions of the board of directors may also be passed in the form of consent resolution in identical terms which may be signed on one or more counterparts by all the Directors.

The board of directors from time to time may appoint the officers of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the board of directors. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given them by the board of directors.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the board. The board may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the board or not) as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are Directors of the Company and that no meeting of the committee shall be quorate for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those present are Directors of the Company, provided further that no delegations may be made to a committee of the board of directors, the majority of which consists of Directors who are resident in the United Kingdom. No meeting of any such committee may take place in the United Kingdom and no such meeting will be validly held if the majority of the Directors present or represented at that meeting are persons resident in the United Kingdom.

Art. 15. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman who presided such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two Directors.

Art. 16. The board of directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as shall be set forth by the board of directors in compliance with applicable laws and regulations.

Within those restrictions, the Board of Directors may decide that investments be made in:

- transferable securities or money market instruments
- shares or units of other undertakings for collective investments;
- transferable securities or money market instruments

- deposits with credit institutions, which are repayable on demand or have the right to be withdrawn and which are maturing in no more than 12 months;
- financial derivative instruments.

The investment policy of the Company may replicate the composition of an index of securities or debt securities, in compliance with the Grand-Ducal Regulation of 8 February 2008 relating to certain definitions of the Law and implementing Commission Directive 2007/16/EC of 19 March 2007 implementing Council Directive 85/611/EEC on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to undertakings for collective investment in transferable securities as regards the clarification of certain definitions.

The Company may in particular purchase the above mentioned assets on any regulated market (as defined in the EC Parliament and Council Directive 2004/39/EC dated 21 April 2004 on markets in financial instruments ("Directive 2004/39/EC"), namely a multilateral system operated and/or managed by a market operator, which brings together or facilitates the bringing together of multiple third-party buying and selling interests in financial instruments in the system and in accordance with its non-discretionary rules in a way that results in a contract, in respect of the financial instruments admitted to trading under its rules or systems, and which is authorised and functions regularly and in accordance with the provisions of Title III of the Directive 2004/39/EC (a "Regulated Market")) of a state of Europe, being or not member of the European Union ("EU"), of America, Africa, Asia, Australia or Oceania.

The Company may also invest in recently issued transferable securities and money market instruments, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a Regulated Market and that such admission be secured within one year of issue.

In accordance with the principle of risk spreading, the Company is authorised to invest up to 100% of the net assets attributable to each Fund in transferable securities or money market instruments issued or guaranteed by an EU member state, its local authorities, another eligible non-EU member state or by a public international body of which one or more member state(s) of the EU are member(s) being provided that if the Company uses the possibility described above, it shall hold, on behalf of each relevant Fund, securities belonging to six different issues at least. The securities belonging to one issue can not exceed 30% of the total net assets attributable to that Fund.

In order to reduce operational and administrative charges while allowing a wider diversification of the investments, the board of directors may decide that part or all of the assets of the Company will be co-managed with assets belonging to other undertakings for collective investment or that part or all of the assets of any Funds will be co-managed among themselves on a segregated or on a pooled basis.

The Company is authorised to employ techniques and instruments relating to transferable securities and money market instruments provided that such techniques and instruments may be used for hedging or efficient portfolio management purposes or for investment purposes.

Investments in each Fund of the Company may be made either directly or indirectly through wholly-owned subsidiaries, as the board of directors may from time to time decide and as described in the sales documents for the shares. Reference in these Articles to "investments" and "assets" shall mean, as appropriate, either investments made and assets beneficially held directly or investments made and assets beneficially held indirectly through the aforesaid subsidiaries.

Art. 17. The Company will try to avoid that any contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a Director, associate officer or employee of such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a Director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such a affiliation with such other company or firm but subject as hereinafter provided, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director of the Company may have any conflicting interest in any transaction of the Company, such Director shall make known to the board of directors such conflicting interest and shall not consider or vote on any such transactions and such Director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The term "personal interest", as used in the preceding paragraph, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving BlueCrest Capital Management LLP or BlueCrest Capital Management (UK) LLP or any subsidiary or affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the board of directors unless such a "personal interest" is considered to be a conflicting interest by applicable laws and regulations.

Art. 18. Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been a Director or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding in which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such Director or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof.

The words "claim", "actions", "suit", or "proceeding", shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or other including appeals), actual or threatened, and the words "liability" and "expenses" shall include, without limitation, attorney's fees, costs, judgments, amounts paid in settlement, fines, penalties and other liabilities.

No indemnification shall be provided hereunder to a Director or officer:

A.- against any liability to the Company or its shareholders by reason of willful misfeasance, bad faith, negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

B.- with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated not to have acted in good faith and in the reasonable belief that his action was in the best interests of the Company;

C.- in the event of a settlement, unless there has been a determination that such Director or officer did not engage in wilful misfeasance, bad faith, negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office:

- 1) by a court or other body approving the settlement; or
- 2) by vote of two thirds (2/3) of those members of the board of directors of the Company constituting at least a majority of such board who are not themselves involved in the claim, action, suit or proceeding; or
- 3) by written opinion of independent counsel.

The right of indemnification herein provided may be insured against by policies maintained by the Company, shall be severable, shall not affect any other rights to which any Director or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such Director or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel other than Directors and officers may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and presentation of a defense to any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article may be advanced by the Company, prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or Director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this Article.

Art. 19. The Company will be bound by the joint signature of any two Directors or by the joint or single signature(s) of any Director or officer to whom authority has been delegated by the board of directors.

Art. 20. The general meeting of shareholders shall appoint an independent auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who shall carry out the duties prescribed by the Law. The réviseur d'entreprises shall be elected by the annual general meeting of shareholders and serve until its successor shall have been elected.

Art. 21. The Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Subject to such limitations as may be imposed by the board of directors and disclosed in the sales documents, shareholders may request redemption of all or part of their shares by the Company.

In the case of a request by a shareholder for redemption of part of his shares, the Company may, if compliance with such request would result in a holding of shares of any one class with an aggregate Net Asset Value of less than the minimum disclosed in the sales documents, redeem all the remaining shares held by such shareholder.

In case of deferral of redemptions the relevant shares shall be redeemed at the redemption price based on the Net Asset Value per share prevailing at the date on which the redemption is effected, less any adjustment of charge, including, but not limited to, redemption charge in respect thereof as may be decided by the board of directors from time to time and described in the sales documents.

The redemption price shall be paid normally, within the period as specified by the Directors in the sales documents following the date on which the applicable redemption price was determined and shall be based on the Net Asset Value for the relevant category of the relevant class as determined in accordance with the provisions of Article 23 hereof, less any adjustment or charge, including but not limited to redemption charge, as may be decided by the board of directors from time to time and described in the sales documents. If in exceptional circumstances the liquidity of the portfolio of assets maintained in respect of the class of shares being redeemed is not sufficient to enable the payment to be made within such a period, such payment shall be made as soon as reasonably practicable thereafter but without interest.

Any such request must be filed or confirmed by such shareholder in written form or any such manner as set out in the sales documents at the registered office of the Company in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares. The confirmation of shareholding accompanied (if applicable) by proper evidence of transfer or assignment must be received by the Company or its agent appointed for that purpose before the redemption price may be paid.

The Company shall have the right, if the board of directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder requesting redemption of any of his shares (but subject to the consent of the shareholder) in specie by allocating to the holder investments from the portfolio of the relevant Fund equal in value (calculated in the manner described in Article 23 hereof) to the value of the holding to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of shares in the relevant Fund and the valuation used shall be confirmed by a special report of an independent auditor.

Shares of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

To the extent decided by the board of directors in respect of any Fund, a shareholder may request switching of all or part of his shares of one category of a class into shares of the same category of another class or of another category of the same class based on a switching formula as determined from time to time by the board of directors and disclosed in the sales documents of the Company provided that the board of directors may impose such restrictions as to, inter alia, frequency of conversion, and may make switching subject to payment of such charge, as it shall determine and disclose in the sales documents.

In the event that redemption requests are received from any shareholder for the redemption of shares, or shares of a category, representing in aggregate more than 10% (or such higher percentage as the board of directors may determine) of the total number of shares or shares of the relevant category, as appropriate, held by the relevant shareholder, the Company is entitled to reduce the request by such shareholder seeking to redeem its shares or shares of that category, as appropriate, as of the relevant Dealing Day (as such term is defined in the prospectus of the Company) and to carry out only sufficient redemptions which, in aggregate amounts to 10% (or such higher percentage as the board of directors may determine) of the shares or shares of the relevant category, as appropriate, held by the relevant shareholder. Shares which are not redeemed but which would otherwise have been redeemed but for such deferral will be redeemed as of the next Dealing Day (subject to further deferral for so long as the number of shares or shares of the relevant category to be redeemed as of the next Dealing Day exceeds 10% (or such higher percentage as the board of directors may determine) of the shares or shares of the relevant category, as appropriate, then in issue to such shareholder). Shares will be redeemed at the relevant Net Asset Value per share of the relevant category determined in respect of the relevant Dealing Day on which they are redeemed.

If and to the extent described in the offering documents, the Company may compulsorily redeem shares from shareholders to collect accrued performance fees upon redemption and/or to implement an equalisation mechanism ensuring to avoid or reduce inequities that could otherwise arise for shareholders or the investment manager from the levy of performance fees.

Art. 22. The Net Asset Value and the subscription price and redemption price of shares in the Company shall be determined as to the shares of each class of shares by the Company from time to time, as the board of directors by resolution may direct (every such day or time for determination thereof being referred to herein as a "Valuation Point").

The Company may suspend the determination of the Net Asset Value of any particular class and the issue, switching and redemption of the shares in such class:

(a) during any period when any market or stock exchange, on which a material part of the investments of the relevant class for the time being is quoted, is closed (otherwise than for ordinary holidays), or during which dealings are substantially restricted or suspended;

(b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company attributable to such class would be impracticable;

(c) during any breakdown or restriction in the use of the means of communication normally employed to determine the price or value of any of the investments attributable to such class or the current prices or values of any stock exchange;

(d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of such shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of such shares cannot in the opinion of the Directors be effected at normal rates of exchange;

(e) during any period when in the opinion of the Directors of the Company there exist unusual circumstances where it would be impracticable or unfair towards the shareholders or it is otherwise in the best interest of the Company not to continue dealing with shares of any class of the Company; or

(f) if the Company is being or may be wound-up, on or following the date on which notice is given of the general meeting of shareholders at which a resolution to wind-up the Company is to be proposed.

Any such suspension shall be made available as described in the sales documentation by the Company and shall be promptly notified to shareholders requesting redemption or switching of their shares by the Company at the time of the filing of the request for such redemption as specified in Article 21 hereof.

Such suspension as to any class will have no effect on the calculation of the Net Asset Value or the issue, redemption and switching of the shares of any other class.

Art. 23. The Net Asset Value of shares of each class of shares in each category in the Company shall be expressed in USD or in the relevant currency of the class concerned as per share figure and shall be determined in respect of any Dealing Day by dividing the net assets of the Company corresponding to such category, being the value of the assets of the Company of such class attributable to such category less its liabilities attributable to such category by the number of shares of the relevant category.

The subscription or redemption price of a share of any category in each class shall be determined in respect of any Dealing Day to be equal to the Net Asset Value per share of that category on that day, adjusted to reflect any dealing charges, dilution levies or fiscal charges which the board of directors feels it is appropriate to take into account in respect of that category, divided by the number of shares of that category and by rounding the total to the nearest second decimal or such other figure as the board of directors may determine from time to time.

The board of directors may resolve to operate equalisation arrangements (comprising performance fee equalisation) in relation to the Company.

The valuation of the Net Asset Value of the respective categories of the different classes of shares shall be made in the following manner:

A. The assets of the Company shall be deemed to include:

(A) any security which is listed or quoted on any securities exchange or other regulated market and regularly traded thereon will be valued at its last traded price as at the Valuation Point or, if no trades occurred on such day, at the mean of the closing bid and offer prices as at the Valuation Point, and as adjusted in such manner as the board of directors, in their sole discretion, think fit, having regard to the liquidity of the position due to the size of the holding as compared to trading volumes, and where prices are available on more than one exchange or system for a particular security the price will be the last traded price or the mean of closing bid and offer prices on the exchange which constitutes the main market for such security or the one which the board of directors determine provides the fairest criteria in ascribing a value to such security;

(B) any security which is not listed or quoted on any securities exchange or other regulated market or if, being so listed or quoted, is not regularly traded thereon or in respect of which no prices as described above are available, will be valued at its fair value as at the Valuation Point as determined by the board of directors having regard to its cost price, the price at which any recent transaction in the security may have been effected, valuations provided by independent brokers or valuation services, third party pricing models that consider the time-value of money, and the current market and contractual prices and potential volatilities of the underlying enterprise, including in relation to comparable quoted enterprises, the size of the holding having regard to the liquidity of the position due to the total amount of such security in issue as compared to trading volumes, and such other factors as the board of directors in their sole discretion deem relevant in considering a positive or negative adjustment to the valuation;

(C) investments, other than securities, which are dealt in or traded through a clearing firm or an exchange will be valued as at the Valuation Point by reference to the most recent official settlement price quoted by that clearing firm or exchange. If there is no such price, then the average will be taken between the lowest offer price and the highest bid price as at the Valuation Point at the close of business on any market on which such investments are or can be dealt in or traded, provided that where such investments are dealt in or traded on more than one market, the board of directors may determine at their discretion which markets shall prevail;

(D) investments, other than securities, including over-the-counter derivative contracts, which are not dealt in or traded through a clearing firm or an exchange will be valued on the basis of fair value as determined by the board of directors having regard to its cost price, valuations provided by independent brokers, valuation services or the counterparty, or third party pricing models that consider the time-value of money and the current market and contractual prices and potential volatilities of the underlying financial instrument;

(E) deposits will be valued at their cost plus accrued interest;

(F) shares in any investment fund held by the Company will be valued at the net asset value per share of the relevant class determined as of the relevant Valuation Point; and

(G) any value (whether of an investment or cash) otherwise than in USD will be converted into USD at the rate (whether official or otherwise) which the board of directors in their absolute discretion deem applicable as of the relevant Valuation Point, having regard, among other things, to any premium or discount which they consider may be relevant and to costs of exchange.

The board of directors may, at their discretion, permit any other method of valuation to be used if they consider that such method better reflects value generally or in particular markets or market conditions and is in accordance with good accounting practice.

Notwithstanding the valuation principles set out above, solely for the purposes of calculating the investment management fee and performance fee, the Net Asset Value of any category and the Net Asset Value per share of each class of shares may, at the discretion of the board of directors, be adjusted to exclude the Net Asset Value of the shares held directly by any investment company of which the investment manager or any affiliate is the investment manager.

The board of directors has delegated to the administrator of the Company the determination of Net Asset Value and the Net Asset Value per share of each class of the Company.

The Net Asset Value per share in respect of any Dealing Day will be calculated by dividing the Net Asset Value of the relevant class by the number of shares of the relevant class in issue or deemed to be in issue as at the in respect of such Dealing Day.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

(a) all loans, bills and accounts payable;

(b) all accrued or payable administrative expenses (including, but not limited to, management fee, custodian fee and corporate agent's insurance premiums fee for and any other fees payable to representatives and agents of the Company);

(c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the date of valuation falls subsequent to the record date for determination of the person entitled thereto;

(d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income as at the date of the valuation and any other reserves, authorised and approved by the board of directors; and

(e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature, actual or contingent, except liabilities, related to shares in the relevant Fund toward third parties.

In determining the amount of such liabilities the board of directors may take into account all expenses payable by the Company which shall comprise formation expenses, fees payable to its investment advisers or investment managers, accountants, custodian, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Company, fees for legal and auditing services, Directors fees and expenses, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of sales documents, explanatory memoranda or registration statements, taxes or governmental charges, and all other operation expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The board of directors may calculate all administrative and other expenses of a regular or periodical nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Fund or class will be converted into the reference currency of such Fund or class at the rate of exchange determined as of the relevant Valuation Point in good faith by or under procedures established by the board of directors.

C. The Directors shall establish a portfolio of assets for each category of/ or each class of shares in the following manner:

(a) the proceeds from the allotment and issue of each category of/ or each class of shares shall be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that category of/ or each class of shares, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such portfolio subject to the provisions of this Article;

(b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same portfolio as the assets from which it was derived and on each re-evaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant portfolio;

(c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular class or category or to any action taken in connection with an asset of a particular class or category, such liability all be allocated to the relevant class or category;

(d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular class or category, such asset or liability shall be allocated to all the categories pro rata to the net asset values of each portfolio; provided that all liabilities, attributable to a class or category shall be binding on that class or category; and

(e) upon the record date for the determination of the person entitled to any dividend declared on any class or category of shares, the Net Asset Value of such class or category of shares shall be reduced by the amount of such dividends.

The Company is incorporated with multiple compartments as provided for in article 133 of the Law. The assets of a specific compartment are exclusively available to satisfy the rights of creditors whose claims have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of that compartment.

D. For the purpose of valuation under this Article:

(a) shares of the Company to be redeemed under Article 21 hereof shall be treated as existing and taken into account until such time as specified by the Directors in respect of the relevant Dealing Day, and, from such time and until paid, the price therefor shall be deemed to be a liability of the Company;

(b) all investments, cash balances and other assets of any class expressed in currencies other than the currency of denomination in which the Net Asset Value per share of the relevant class is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of the relevant class of shares; and

(c) effect shall be given as of any Dealing Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Company as of such Dealing Day, to the extent practicable.

Art. 24. Whenever the Company shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be based on the Net Asset Value as hereinabove defined for the relevant category of the relevant class of shares. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Directors as disclosed in the sales documents. The subscription price (not including the sales commission) may, upon approval of the board of directors, and subject to all applicable laws, namely with respect to a special audit report confirming the value of any assets contributed in kind, be paid by contributing to the Company securities or other assets acceptable to the board of directors consistent with the investment policy and investment restrictions of the Company.

If and to the extent described in the offering documents, a shareholder may be required to pay an amount per share in excess of the applicable Net Asset Value per share to implement an equalisation mechanism ensuring to avoid or reduce inequities that could otherwise arise for shareholders or the investment manager from the levy of performance fees.

Art. 25. The board of directors may permit any company or other person appointed for the purpose of distributing shares of the Company to charge any applicant for shares a sales commission of such amount as such company or other person may determine.

Art. 26. The accounting year of the Company shall begin on the 1st January of each year and shall terminate on 31th December of the same year and for the first time in 2009. The accounts of the Company shall be expressed in USD or such other currency, as the board of directors may determine. Where there shall be different classes as provided for in Article 5 hereof, and if the accounts within such classes are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into USD and added together for the purpose of determination of the accounts of the Company.

Art. 27. The shareholders shall determine how the annual net investment income shall be disposed of, provided that the Directors may decide to issue, on such terms as the Directors shall determine in their discretion, within each Fund, shares on which income is either distributed ("Distribution Shares") or accumulated ("Accumulation Shares").

Dividends may further, in respect of any category of shares, include an allocation from an equalisation account which may be maintained in respect of any such category and which, in such event, will in respect of such category, be credited upon issue of shares and debited upon redemption of shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such shares.

The dividends will automatically be reinvested in additional shares of the same category in the relevant class, unless the shareholder has specifically elected to receive such dividends in cash.

Dividends paid in cash will normally be paid in the reference currency is expressed or, in exceptional circumstances, in such other currency as selected by the board of directors and may be paid at such places and times as may be determined by the board of directors. The board of directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividends into the currency of their payment.

Art. 28. The Company shall appoint a custodian which shall satisfy the requirements of the Law and which shall be responsible for the safekeeping of the assets of the Company and shall hold the same itself or through its agents.

The appointment of the custodian shall be on terms that:

(a) the custodian shall not terminate its appointment except upon the appointment by the board of directors of a new custodian; and

(b) the Company shall not terminate the appointment of the custodian except upon the appointment of a new custodian by the Company or if the custodian goes into liquidation, becomes insolvent or has a receiver of any of its assets appointed or if the Company is of the opinion that there is a risk of loss or misappropriation of any of the assets of the Company if the appointment of the custodian is not terminated.

Art. 29. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out in accordance with Luxembourg law by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Any funds to which shareholders are entitled upon the liquidation of the Company and which are not claimed by those entitled thereto prior to the close of the liquidation process shall be deposited for the persons entitled thereto to the Caisse de Consignation in Luxembourg in accordance with the Law.

Art. 30. These Articles may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 31. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended, and the Law. "

Third resolution

The Meeting decides that no other amendments are required by the CSSF.

Fourth resolution

The Meeting decides to appoint as new members of the Board of Directors as of 17 January 2011:

- Mr William Reeves, Principal of BlueCrest Capital Management LLP, born in Honolulu, Hawai, United States of America on 1 January 1964 residing professionally in 29 The High Street, St. Peter Port, Guernsey GY1 2JX and
- Mr Justin Egan, Managing Director at Carne Global Financial Services, Luxembourg, born in Dublin, Ireland, on 8 September 1967, residing professionally in 25, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Their mandate shall lapse on the date of the annual general meeting in the year 2011.

There being no further business on the Agenda, the General Meeting was thereupon closed at 2.30 p.m.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the above named persons, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing persons, in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg on the date at the beginning of this deed.

This deed having been given for reading to the parties, they signed together with us, the notary this original deed.

Follows the french translation

L'an deux mille onze, le dix-septième jour de janvier.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires («l'Assemblée») de Alignment Global Fund (la «Société»), une société anonyme, qualifiée de société d'investissement à capital variable – fonds d'investissement spécialisé ayant son siège social au 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, enregistrée au registre luxembourgeois du commerce et des sociétés sous le numéro B 143.044, constituée selon le droit luxembourgeois le 14 novembre 2008 suivant acte reçu par Maître Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 2883 du 3 décembre 2008. Les statuts ont été modifiés le 3 Décembre 2008 par acte notarié de Maître Hellinckx, publié au Mémorial, numéro 56 le 10 Janvier 2009 et les statuts coordonnés ont été publiés au Mémorial numéro 171 le 26 Janvier 2009.

L'assemblée est ouverte à 14 heures sous la présidence de Madame Georgette Fyfe-Meis, résidant professionnellement à Senningerberg,

qui nomme comme secrétaire Monsieur François Lefèbre résidant professionnellement à Senningerberg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Xavier Rouvière, résidant professionnellement à Senningerberg.

Le bureau de l'Assemblée ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant de prendre acte:

I. Les actions étant toutes nominatives, une convocation a été envoyée à chaque actionnaire en date du 7 janvier 2011.

II. Le nom des actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement. Les procurations des actionnaires représentés resteront également annexées au présent acte après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III. L'ordre du jour est le suivant:

Ordre du jour

1. Conversion de la Société du statut de fonds d'investissement spécialisé soumis à la loi luxembourgeoise du 13 février 2007, telle que modifiée, en un organisme de placement collectif en valeur mobilière (OPCVM) autogéré soumis à la partie I de la loi luxembourgeoise du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, telle que modifiée (la «Loi OPC») et mise à jour générale des statuts de la Société.

2. Modification subséquente des statuts de la société. En particulier, l'Article 3 doit être modifié comme suit:

“L'objet exclusif de la Société est de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières et d'autres avoirs autorisés par la loi dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de son portefeuille.

La Société est soumise aux provisions de la Partie I de la loi du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif (la "Loi") et peut ainsi être une société autogérée ou désigner une société de gestion soumise au Chapitre 13 de la Loi.

La Société peut prendre toutes mesures et effectuer toute opération quelle estime utiles à l'accomplissement et au développement de son objet au sens le plus large permis par la Loi.”

3. Suite à ces modifications, l'Assemblée décidera de toute modification requise par la commission de surveillance du secteur financier (la “CSSF”), y compris en particulier toute modification requise en relation à la soumission de la Société aux dispositions de la Partie I de la Loi OPC.

4. Nomination d'administrateurs supplémentaires de la Société.

5. Divers.

IV. Les résolutions de l'agenda de l'Assemblée requièrent une majorité de deux tiers des votes exprimés à l'Assemblée. Les résolutions ci-mentionnées sont par ailleurs soumises à une obligation de quorum correspondant à au moins la moitié du capital de la Société. Si ce quorum n'est pas présent ou représenté, une deuxième Assemblée sera convoquée. La seconde Assemblée devra valablement délibérer sans tenir compte du quorum présent ou représenté.

V. Que d'après la liste de présence, 7,725,480 actions sur 8,091,065 des actions émises de la Société sont présentes ou représentées à l'Assemblée.

VI. Que la présente Assemblée est ainsi régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous points de l'ordre du jour.

Alors, l'Assemblée a pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide (i) de convertir la Société soumise à la loi luxembourgeoise du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, telle que modifiée, en un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM)

autogéré soumis à la partie I de la loi luxembourgeoise du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, telle que modifiée (la «Loi OPC») et (ii) de procéder à une mise à jour générale des statuts de la Société.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide par conséquent de refondre les statuts de la Société comme suit:

« **Art. 1^{er}.** Il existe entre le souscripteur et tous ceux qui deviendront actionnaires une société en la forme d'une "société anonyme" sous le régime d'une "société d'investissement à capital variable" («SICAV»), sous la dénomination ALIGNMENT GLOBAL FUND" (la "Société").

Art. 2. La Société est établie pour une durée illimitée. Elle peut être dissoute à tout moment par une résolution des actionnaires adoptée dans la forme exigée pour les modifications de ses statuts (les "Statuts").

Art. 3. L'objet exclusif de la Société est de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières et d'autres avoirs autorisés par la loi dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de son portefeuille.

La Société est soumise aux provisions de la Partie I de la loi du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif (la "Loi") et peut ainsi être une société autogérée ou désigner une société de gestion soumise au Chapitre 13 de la Loi.

La Société peut prendre toutes mesures et effectuer toute opération quelle estime utiles à l'accomplissement et au développement de son objet au sens le plus large permis par la Loi.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi à Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être créé, par décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements de force majeure, de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée de ce siège avec des personnes se trouvant à l'étranger, se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Art. 5. Le capital de la Société est représenté par des actions sans mention de valeur nominale et sera à tout moment égal à l'actif net total de la Société tel que défini à l'article 23 des présents Statuts.

La Société est créée avec des compartiments multiples (chacun un "Fonds") conformément à l'article 133 de la Loi. À cet effet, les actions sont émises dans des classes séparées à l'égard de chaque Fonds, et ces classes peuvent être libellées en différentes devises et les produits de l'émission de chaque classe d'actions correspondant à un Fonds doivent être investis conformément à l'article 3 des présentes dans des valeurs mobilières et d'autres avoirs autorisés par la loi correspondants à ces zones géographiques, secteurs industriels ou zones monétaires, ou à ces types particuliers d'actions ou de titres de créance ou d'actifs éligibles, déterminés périodiquement par le conseil d'administration à l'égard de chaque Fonds. Les actifs d'un Fonds spécifique répondent exclusivement des droits des investisseurs dont la créance est née à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation de ce Fonds.

Dans chaque Fonds, les actions peuvent encore être divisées en plusieurs catégories d'Actions, qui peuvent différer entre elles, entre autres choses, en ce qui concerne la structure des commissions d'entrée, que le conseil d'administration peut décider d'émettre dans une classe d'actions déterminée correspondant à un Fonds.

Le cas échéant, la mention d'une classe d'actions dans ces Statuts doit être interprétée comme la mention des actions de toute catégorie de la classe concernée correspondant à un Fonds.

Le conseil d'administration est autorisé sans limitation à émettre des actions entièrement libérées de l'une des catégories de la classe concernée à tout moment conformément à l'article 24 des présents Statuts au prix de souscription ou aux prix de souscription par action respectifs déterminés en conformité avec l'article 23 des présents Statuts sans réserver aux actionnaires existants un droit préférentiel de souscription aux actions à émettre.

Le conseil d'administration déterminera si et à partir de quelle date des actions d'autres catégories sont offertes à la vente, ces actions étant émises selon les termes et conditions déterminés par le conseil d'administration.

Le capital minimum de la Société est l'équivalent en Dollar des Etats-Unis ("USD") du minimum prévu par la Loi. Le capital minimum de la Société doit être atteint dans les six mois après la date à laquelle la Société a été autorisée en tant qu'organisme de placement collectif selon la Loi.

Le conseil d'administration peut déléguer à tout Administrateur (tel que défini à l'Article 13 ci-dessous) ou tout fondé de pouvoirs de la Société ou à toute autre personne dûment autorisée, la charge d'accepter les souscriptions et de recevoir paiement du prix des actions nouvelles.

Le capital de la Société sera exprimé en USD comme la totalité des actifs nets de toutes les classes d'actions. A cette fin, les actifs nets d'une classe non libellée en USD seront convertis en USD.

Au cas où, pour une période de 30 jours consécutifs, pour quelque raison que ce soit, la Valeur Nette d'Inventaire d'un quelconque des Fonds est en-dessous de USD 25.000.000 ou en cas d'un Fonds libellé en monnaie autre que USD, l'équivalent de cette somme dans n'importe quelle monnaie, ou au cas où le conseil d'administration l'estime approprié

à cause de changements de la situation économique ou politique affectant la Société ou le Fonds en question, ou parce qu'il est jugé dans l'intérêt des actionnaires concernés, le conseil d'administration peut racheter toutes les actions d'un Fonds à un prix reflétant les coûts anticipés de réalisation et de liquidation pour la clôture de la classe en question, mais sans commission de rachat, ou peut fusionner ce Fonds avec un autre Fonds de la Société ou avec un autre organisme de placement collectif soumis à la partie I de la Loi.

La liquidation d'un Fonds ou la fusion avec un autre Fonds de la Société ou organisme de placement collectif réglementé soumis à la partie I de la Loi, peut aussi être effectuée après approbation par les actionnaires du Fonds qu'il s'agit de liquider ou de fusionner lors d'une assemblée des actionnaires du Fonds dûment convoquée qui peut être valablement tenue sans quorum et prendre les décisions par une majorité simple des suffrages exprimés.

Une fusion sera obligatoire pour les actionnaires du Fonds concerné 30 jours après la notification préalable qui leur est faite et pendant cette période les actionnaires peuvent racheter leurs actions sans commission de rachat.

En cas de fusion avec un "fonds commun de placement" la décision sera obligatoire uniquement pour les actionnaires qui ont voté en faveur de la fusion.

Les produits de la liquidation qui ne sont pas réclamés par les actionnaires à la fin de la liquidation d'un Fonds, seront déposés auprès de la Caisse de Consignation au Luxembourg. S'ils ne sont pas réclamés, ils seront prescrits conformément à la loi luxembourgeoise.

Art. 6. La Société émettra uniquement des actions sous forme nominative. Les actionnaires recevront une confirmation de leur participation.

Les actions ne seront émises qu'après acceptation de la souscription et sous réserve du paiement du prix de souscription conformément à l'article 24 des présents Statuts. Le souscripteur deviendra, après l'acceptation de la souscription et la réception du prix d'achat, propriétaire des actions achetées et, sur demande, recevra, sans retard indu, la livraison d'une confirmation définitive de sa participation.

Le paiement de dividendes, s'il y en a, se fera aux actionnaires, à l'adresse inscrite au registre des actionnaires.

Toutes les actions émises par la Société seront inscrites dans le registre des actionnaires qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées par la Société à cet effet, et ce registre des actionnaires contiendra le nom de chaque propriétaire d'actions nominatives, sa résidence ou son domicile élu, tel qu'il l'aura indiqué à la Société, ainsi que le nombre et la classe des actions détenues par lui. Tout transfert d'une action sera inscrit dans le registre des actionnaires.

Sous réserve de toute restriction prévue dans ces Statuts, les actions sont libres de toute restriction au droit de les transférer et, une fois émises et entièrement libérées, de toute charge en faveur de la Société.

Le transfert d'actions se fera au moyen d'une inscription par la Société du transfert à effectuer, suite à la remise de tous documents de transfert jugés probants par la Société.

Tout actionnaire devra fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les communications et informations de la part de la Société pourront être envoyées. Cette adresse sera inscrite gratuitement dans le registre des actionnaires. En cas de copropriété d'actions, une adresse seulement sera inscrite et toute communication sera envoyée à cette adresse uniquement.

Au cas où un tel actionnaire ne fournit pas une telle adresse, la Société pourra permettre qu'il en soit fait mention dans le registre des actionnaires, et l'adresse de l'actionnaire sera censée être au siège social de la Société ou à telle autre adresse déterminée de temps à autre par la Société, jusqu'à ce qu'une autre adresse soit fournie par l'actionnaire à la Société. L'actionnaire pourra à tout moment faire modifier l'adresse inscrite dans le registre des actionnaires par une déclaration écrite envoyée à la Société à son siège social, ou à telle autre adresse que la Société pourra déterminer de temps à autre.

Si une conversion ou un paiement effectué par un souscripteur a pour résultat l'émission d'une fraction d'action, cette fraction (qui ne sera pas inférieure à un millième d'une action) sera inscrite au registre des actionnaires. Elle ne conférera pas de droit de vote, mais donnera droit, dans les conditions à déterminer par la Société, à une fraction correspondante du dividende.

Art. 7. Lorsqu'un actionnaire peut prouver de façon satisfaisante à la Société que sa confirmation de participation a été égarée, endommagée ou détruite, un duplicata peut, à sa demande, être émis aux conditions et garanties que la Société déterminera. A partir de l'émission d'une nouvelle confirmation de participation, laquelle portera la mention qu'il s'agit d'un duplicata, la confirmation d'origine à la place de laquelle la nouvelle confirmation de participation a été émise deviendra sans valeur.

La Société peut, à son gré, mettre à la charge de l'actionnaire tous frais encourus lors de l'émission d'un duplicata ou d'une nouvelle confirmation en remplacement d'une confirmation de participation égarée, endommagée ou détruite.

Art. 8. La Société peut restreindre ou empêcher la propriété d'actions de la Société par n'importe quelle personne, société ou personne morale si la détention d'action par une telle personne résulterait en une violation de la loi ou de la réglementation luxembourgeoise ou étrangère ou si une telle détention peut être préjudiciable à la Société ou à la majorité des actionnaires.

De façon plus spécifique, elle pourra limiter ou interdire la propriété d'actions par toute personne physique ou morale, et, sans limitation, par tout "Ressortissant des Etats-Unis d'Amérique", tel que définis ci-après. A cet effet, la Société pourra:

a) refuser d'émettre des actions lorsqu'il apparaît que cette émission aurait ou pourrait avoir pour conséquence d'attribuer la propriété directe ou la propriété indirecte de ces actions à une personne qui n'a pas le droit d'être actionnaire de la Société.

b) à tout moment demander à toute personne dont le nom figure au registre des actionnaires, de lui fournir tout renseignement, appuyé d'un certificat, qu'elle estime nécessaire, en vue de déterminer si ces actions appartiennent ou non en propriété effective à une personne qui n'a pas le droit d'être actionnaire dans la Société; et

c) procéder au rachat forcé de toutes actions détenues par un tel actionnaire s'il apparaît qu'une personne qui n'a pas le droit d'être actionnaire de la Société conformément à cet article, est, soit seule, soit ensemble avec d'autres personnes, le propriétaire effectif ou titulaire inscrit au Registre des Actionnaires de la Société. Dans ce cas la procédure suivante sera d'application.

1) la Société enverra un avis (appelé ci-après "l'avis de rachat") à l'actionnaire possédant ces actions ou apparaissant au Registre des Actionnaires comme étant le propriétaire des actions, lequel spécifiera les actions à racheter selon ce qui est dit ci-dessus, le prix de rachat à payer pour ces actions et l'endroit où ce prix de rachat sera payable. Un tel avis de rachat peut être envoyé à l'actionnaire par lettre recommandée adressée à sa dernière adresse connue ou à celle inscrite au registre des actionnaires. L'actionnaire en question sera alors obligé de remettre sans délai la confirmation de participation, représentant les actions spécifiées dans l'avis de rachat. Dès la fermeture des bureaux au jour spécifié dans l'avis de rachat, l'actionnaire et les actions qu'il détenait auparavant seront annulées;

2) le prix auquel les actions spécifiées dans l'avis de rachat seront rachetées (le "prix de rachat"), sera égal à la Valeur Nette d'Inventaire des actions de la classe en question, déterminée conformément à l'article 23 des présents Statuts sous déduction de toute commission de rachat payable en relation avec un tel rachat et sous déduction d'une commission différée, tel que décidé par le conseil d'administration de temps à autre;

3) le paiement du prix de rachat sera effectué à l'actionnaire qui apparaît en être le propriétaire dans la devise de la classe d'actions concernée et sera déposé par la Société à Luxembourg ou ailleurs (selon ce qui sera spécifié dans l'avis de rachat) aux fins de paiement à cette personne, mais seulement contre remise de la confirmation de participation, représentant les actions indiquées dans l'avis de rachat. Dès le paiement du prix de rachat selon ce qui est décrit ci-dessus, aucune personne ayant un intérêt dans les actions mentionnées dans l'avis de rachat ne pourra plus faire valoir de droit relativement à ces actions ni ne pourra exercer aucune action contre la Société et ses actifs, sauf le droit de l'actionnaire apparaissant comme étant le propriétaire des actions de recevoir le prix ainsi déposé (sans intérêt) de la part de ladite banque selon ce qui précède.

4) L'exercice par la Société des pouvoirs conférés par le présent article ne pourra en aucun cas être mis en question ou invalidé au motif qu'il n'y aurait pas eu de preuve suffisante de la propriété des actions dans le chef d'une personne, ou qu'une action appartenait à une autre personne que ne l'avait admis la Société en envoyant l'avis de rachat, à la seule condition que la Société ait exercé ses pouvoirs en toute bonne foi; et

d) refuser, lors de toute assemblée des actionnaires de la Société le droit de vote à toute personne qui n'a pas le droit d'être actionnaire de la Société.

Lorsqu'utilisé dans les présents Statuts, le terme "Ressortissant des Etats-Unis d'Amérique" désignera tout individu ou entité qui est un "Ressortissant des Etats-Unis d'Amérique" ainsi que défini dans le Regulation S promulgué en vertu du US Securities Act of 1933 tel qu'amendé.

Le conseil d'administration peut, discrétionnairement, retarder l'acceptation de toute demande de souscription d'actions et refusera de donner effet à un transfert d'actions et par conséquent refusera que le transfert d'actions soit inscrit au registre des actionnaires dans l'hypothèse où un tel transfert résulterait dans une situation où les actions seraient, suite au transfert, détenues par une personne n'étant pas un investisseur éligible (un "Investisseur Non-Eligible"), tel que défini périodiquement par le conseil d'administration.

En sus de toute responsabilité selon la loi applicable, chaque actionnaire qui est un Investisseur Non-Eligible, et qui détient des actions de la Société, devra réparer et indemniser la Société, le conseil d'administration, les autres actionnaires, le gestionnaire en investissement, l'agent administratif et les autres agents de la Société pour tous dommages, pertes ou dépenses résultant de ou en connexion avec une telle détention lorsque l'actionnaire concerné a produit une documentation trompeuse ou fausse ou donné des informations trompeuses ou fausses pour établir faussement son statut d'investisseur éligible ou a manqué de notifier à la Société son statut d'Investisseur Non-Eligible.

Art. 9. Toute assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Les résolutions prises à une telle assemblée lieront tous les actionnaires de la Société, sans égard à la classe d'actions qu'ils détiennent. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 10. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, à 15 heures, le 30 avril de chaque année. Si un tel jour n'est pas un jour bancaire ouvrable à Luxembourg et à Londres,

l'Assemblée sera tenue le jour bancaire ouvrable à Luxembourg et à Londres précédant cette date. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

D'autres assemblées générales des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieu spécifiés dans les avis de convocation y relatifs.

Art. 11. Les quorum et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

Chaque action, quelle que soit la classe ou catégorie à laquelle elle appartient et quelle que soit la valeur nette par action dans ladite classe ou catégorie, donne droit à une voix, sauf les restrictions imposées par les présents Statuts. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit ou message télécopié une autre personne comme son mandataire. Un tel mandat est valable pour toute assemblée reconvoquée à moins qu'il ne soit spécialement révoqué.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi et dans les présents Statuts, les décisions lors d'une assemblée générale des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des voix exprimées. Les voix exprimées ne comprendront pas les voix en relation avec les actions représentées à l'assemblée mais dont les actionnaires n'ont pas pris part au vote ou se sont abstenus ou ont rendu un vote blanc ou nul.

Aucune décision de modifier les présents Statuts ou de dissoudre la Société ne sera valable si elle n'est pas prise à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

Art. 12. Les actionnaires se réuniront sur convocation du conseil d'administration à la suite d'un avis énonçant l'ordre du jour, envoyé par lettre recommandée aux actionnaires conformément aux exigences de la loi luxembourgeoise.

Dans la mesure exigée par la loi luxembourgeoise, l'avis sera publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations du Luxembourg et dans tels journaux que le conseil d'administration décidera.

Art. 13. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, (chacun un "Administrateur"). Une majorité du conseil d'administration devra à tout moment être composé de personnes qui ne sont pas, du point de vue des lois fiscales, résidentes du Royaume-Uni.

Les Administrateurs sont élus par les actionnaires lors d'une l'assemblée générale pour une période se terminant lors de la prochaine assemblée générale annuelle et lorsque leurs successeurs auront été élus et auront accepté leur mandat; toutefois, un Administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision des actionnaires.

Sauf dans le cas où un Administrateur présente sa démission lors d'une assemblée générale (par rotation ou autrement), aucune personne ne pourra être élue ou réélue en tant que membre du conseil d'administration, à moins que:

(a) cette personne ne soit proposée par le conseil d'administration; ou

(b) au moins six et pas plus de trente-cinq jours francs avant la date de l'assemblée, le président du conseil d'administration n'ait reçu avis d'un actionnaire en droit de voter à cette assemblée (et différente de celle proposée) de l'intention de celui-ci de proposer cette personne à l'élection ou la réélection, ensemble avec un écrit signé de la personne concernée marquant son acceptation d'être élue ou réélue.

Au cas où le poste d'un Administrateur devient vacant par suite de décès, de démission ou autrement, les Administrateurs restants pourront se réunir et élire à la majorité des voix un Administrateur pour remplir les fonctions attachées au poste devenu vacant, jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires.

Art. 14. Le conseil d'administration choisira parmi ses membres un président, et pourra élire en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il pourra aussi désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un Administrateur, et qui aura pour mission de tenir les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration ainsi que des assemblées des actionnaires. Le conseil d'administration se réunira sur la convocation de deux Administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation, sans qu'une telle réunion ne puisse se tenir au Royaume-Uni.

Le président présidera les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration. Cependant, en son absence, l'assemblée générale ou le conseil d'administration désigneront à la majorité des actionnaires ou Administrateurs présents ou représentés une autre personne pour assumer temporairement la présidence.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les Administrateurs au moins vingt-quatre heures avant l'heure prévue pour celle-ci, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation de l'assentiment par écrit ou message télécopié de chaque Administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout Administrateur pourra se faire représenter en désignant par écrit un autre Administrateur comme son mandataire.

Un Administrateur pourra également participer à toute réunion du conseil d'administration par vidéoconférence ou par tous autres moyens de télécommunication permettant l'identification de l'Administrateur. De tels moyens doivent

permettre à l'Administrateur de participer effectivement à une telle réunion de conseil d'administration. Les délibérations de la réunion doivent être retransmises continuellement.

Les Administrateurs ne pourront agir que dans le cadre de réunions du conseil d'administration régulièrement convoquées. Les Administrateurs ne pourront engager la Société par leur signature individuelle, à moins d'y être spécifiquement autorisés par une résolution du conseil d'administration.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir valablement que si au moins la moitié des Administrateurs est présente ou représentée à une réunion du conseil d'administration et seulement si la majorité des Administrateurs présents ou représentés sont des personnes qui ne résident pas au Royaume-Uni. Les décisions sont prises à la majorité des voix des Administrateurs présents ou représentés. Le président du conseil aura une voix prépondérante.

Les décisions du conseil d'administration peuvent également être prises par résolution circulaire identique en ses termes, signée sur un ou plusieurs documents par tous les Administrateurs.

Le conseil d'administration nommera, de temps à autre, les directeurs et fondés de pouvoirs de la Société, dont un directeur général, un secrétaire, éventuellement des directeurs généraux adjoints, des secrétaires adjoints et d'autres directeurs et fondés de pouvoirs jugés nécessaires pour conduire les affaires de la Société. Pareilles nominations peuvent être révoquées à tout moment par le conseil d'administration. A moins que les Statuts n'en décident autrement, les directeurs et fondés de pouvoir auront les pouvoirs et les charges qui leur sont attribués par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière et à l'exécution d'opérations en vue de l'accomplissement de son objet et de la poursuite de l'orientation générale de sa gestion, à des personnes physiques ou morales qui n'ont pas besoin d'être des Administrateurs. Le conseil d'administration peut également faire toute délégation de pouvoirs à des comités qui comprendront les personnes, membres ou non du conseil d'administration, qu'il désignera, sous la condition cependant que la majorité des membres de tels comités seront membres du conseil d'administration et qu'aucune réunion de ces comités ne sera en nombre pour exercer ses pouvoirs, à moins qu'une majorité des personnes présentes ne se compose d'Administrateurs de la Société; de plus, aucune délégation ne pourra être conférée à un tel comité du conseil d'administration si la majorité de ce comité est composée d'Administrateurs qui sont des résidents du Royaume-Uni. Aucune réunion d'un tel comité ne pourra être tenue au Royaume-Uni et aucune réunion de ce genre ne pourra être valablement tenue si la majorité des Administrateurs présents ou représentés à cette réunion sont des résidents du Royaume-Uni.

Art. 15. Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration seront signés par l'Administrateur qui en aura assumé la présidence.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par ce président, ou par le secrétaire, ou par deux Administrateurs.

Art. 16. Le conseil d'administration aura le pouvoir de déterminer la politique de la Société et la politique d'investissement et la conduite de la gestion et des affaires commerciales de la Société, en se basant sur le principe de la répartition des risques, dans le respect des restrictions d'investissement adoptées par le conseil d'administration en conformité avec les lois et règlements.

Sous ces réserves, le conseil d'administration peut décider que les investissements de la Société se feront en:

- valeurs mobilières et instruments du marché monétaire;
- actions ou parts d'autres organismes de placement collectif;
- dépôts auprès d'un établissement de crédit remboursables sur demande ou pouvant être retirés et ayant une échéance inférieure ou égale à 12 mois;
- instruments financiers dérivés.

La politique de placement de la Société peut avoir pour objet de reproduire la composition d'un indice d'actions ou d'obligations précis, en conformité avec le Règlement grand-ducal du 8 février 2008 relatif à certaines définitions de la Loi et portant transposition de la directive 2007/16/CE de la Commission du 19 mars 2007 portant application de la directive 85/611/CEE du Conseil portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières, en ce qui concerne la clarification de certaines définitions.

La Société pourra notamment acquérir les valeurs mentionnées ci-dessus sur tout marché réglementé (tel que défini par la Directive n° 2004/39/CE du Parlement Européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers («Directive 2004/39/CE»), à savoir un système multilatéral, exploité et/ou géré par un opérateur de marché, qui assure ou facilite la rencontre – en son sein même et selon ses règles non discrétionnaires – de multiples intérêts acheteurs et vendeurs exprimés par des tiers pour des instruments financiers, d'une manière qui aboutisse à la conclusion de contrats portant sur des instruments financiers admis à la négociation dans le cadre de ses règles et/ou de ses systèmes, et qui est agréé et fonctionne régulièrement conformément aux dispositions du titre III de la Directive 2004/39/CE (un «Marché Réglementé»)) d'un état d'Europe, membre ou non de l'Union européenne ("UE"), d'Amérique, d'Afrique, d'Asie, d'Australie ou d'Océanie.

La Société pourra également investir en valeurs mobilières et instruments du marché monétaire nouvellement émis, sous réserve que les conditions d'émission comportent l'engagement que la demande d'admission à la cote officielle d'un

Marché Réglementé soit introduite et que l'admission soit obtenue au plus tard avant la fin de la période d'un an depuis l'émission .

La Société est autorisée à investir, en respectant le principe de la répartition des risques, jusqu'à 100% des avoirs nets attribuables à chaque compartiment en valeurs mobilières ou instruments du marché monétaire émis ou garantis par un Etat Membre de l'UE, par ses collectivités publiques territoriales, par un autre Etat éligible non-membre de l'UE ou par un organisme international à caractère public dont font partie un ou plusieurs Etat(s) Membre(s) de l'UE, étant entendu que, si la Société fait usage des possibilités prévues dans la présente disposition, elle doit détenir, pour le compte du compartiment concerné, des valeurs appartenant à six émissions différentes au moins, sans que les valeurs appartenant à une émission ne puissent excéder 30% du montant total des actifs nets attribuables à ce compartiment.

En vue de réduire les charges opérationnelles et administratives en permettant une plus large diversification des investissements, le conseil d'administration peut décider que tout ou partie des avoirs de la Société seront co-gérés avec des avoirs appartenant à d'autres organismes de placement collectif ou que tout ou partie des avoirs d'un Fonds seront co-gérés entre eux, de façon distincte ou commune.

La Société est autorisée à utiliser des techniques et instruments en relation avec des valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire pourvu que ces techniques et instruments soient utilisés pour une gestion de la couverture des risques et pour une gestion de portefeuille efficace ou pour une gestion des investissements.

Les investissements de chaque Fonds peuvent s'effectuer soit directement soit indirectement par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs filiales détenues à 100% par la Société, ainsi que le Conseil d'Administration en décidera en temps opportun et ainsi qu'il sera expliqué dans les documents de vente des Actions de la Société. Toute référence dans les présents Statuts à "investissements" et "avoirs" désignera, le cas échéant, soit les investissements effectués et les avoirs dont le bénéfice économique revient à la Société directement, soit les investissements effectués et les avoirs dont le bénéfice économique revient à la Société indirectement par l'intermédiaire des filiales susmentionnées.

Art. 17. La Société tentera d'éviter que les contrats ou transactions entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne soient affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs Administrateurs, directeurs ou fondés de pouvoirs de la Société auraient un intérêt dans telle société ou firme ou par le fait qu'ils en seraient Administrateurs, associés, fondés de pouvoirs ou employés. L'Administrateur ou fondé de pouvoirs de la Société qui est Administrateur, fondé de pouvoirs ou employé d'une société ou firme avec laquelle la Société conclut des contrats, ou avec laquelle elle est autrement en relation d'affaires ne sera pas de ce fait, mais sous réserve de ce qui suit, privé du droit de délibérer, de voter ou d'agir en ce qui concerne des matières relatives avec un tel contrat ou de telles affaires.

Au cas où un Administrateur ou fondé de pouvoirs de la Société aurait un conflit d'intérêt dans une affaire de la Société, cet Administrateur devra informer le conseil d'administration de son conflit d'intérêt et il ne délibérera pas et ne prendra pas part au vote sur cette affaire et rapport devra être fait sur une telle affaire et sur l'intérêt dudit Administrateur ou fondé de pouvoirs à la prochaine assemblée des actionnaires.

Le terme "conflit d'intérêt", tel qu'employé dans le paragraphe qui précède, ne s'appliquera pas aux relations ou aux intérêts qui pourront exister de quelque manière, en quelque qualité, ou à quelque titre que ce soit, en rapport avec BlueCrest Capital Management LLP ou BlueCrest Capital Management (UK) LLP et leurs sociétés affiliées et associées ou toute autre société ou entité telle que déterminée de temps à autre par le conseil d'administration à moins qu'un tel "conflit d'intérêt" soit considéré comme étant un conflit d'intérêt par les lois et règlements applicables.

Art. 18. Sous réserve des exceptions et limitations mentionnées ci-dessous, toute personne qui est, ou a été un Administrateur ou fondé de pouvoirs de la Société sera indemnisé par la Société dans la mesure la plus large permise par la loi pour toute responsabilité et toute dépense raisonnablement encourue ou payée par lui en connexion avec toute réclamation, action, procès ou procédure dans lesquels il serait impliqué en tant que partie ou autrement en raison du fait qu'il est ou a été Administrateur ou fondé de pouvoirs et de tout montant payé ou encouru par lui en cas de transaction.

Les mots "réclamation", "action", "procès" ou "procédure" s'appliqueront à toute les réclamations, actions, procès ou procédures (civils, pénaux ou autres, y compris les appels), en cours ou imminent, et les mots "responsabilité" et "dépenses" incluront, sans limitation, les frais d'avocat, les coûts, les jugements, les montants payés en cas de transaction, les amendes, les pénalités et les autres responsabilités.

Il ne sera alloué aucune indemnité à un administrateur ou fondé de pouvoirs:

A.- pour toute responsabilité envers la Société ou ses actionnaires en raison de faute délibérée, de mauvaise foi, de négligence ou d'inattention fautive au regard des devoirs liés à la conduite de sa fonction;

B.- à l'égard de toute affaire pour laquelle il aura finalement été jugé comme n'ayant pas agi de bonne foi et raisonnablement pu estimer que son action était dans le meilleur intérêt de la Société;

C.- en cas de transaction, à moins qu'il ait été prouvé que cet Administrateur ou fondé de pouvoirs n'a pas commis de faute délibérée, mauvaise foi, négligence ou inattention fautive des devoirs liés à la conduite de sa fonction:

1) par un tribunal ou tout autre organisme approuvant la transaction; ou

2) par le vote des deux tiers (2/3) des membres du conseil d'administration de la Société constituant au moins la majorité de ce conseil qui ne sont pas eux-mêmes impliqués dans la réclamation, l'action, le procès ou la procédure; ou

3) par un avis écrit d'un conseil indépendant.

Le droit à indemnisation prévu ici peut faire l'objet d'une assurance au moyen de polices d'assurance prises en charge par la Société, est divisible, n'affecte pas tous les autres droits dont dispose un Administrateur ou fondé de pouvoirs actuellement ou par la suite, sera transféré à l'égard de toute personne qui a cessé d'être Administrateur ou fondé de pouvoirs et sera transféré au bénéfice des héritiers, exécuteurs et administrateurs de cette personne. Cette disposition n'affecte d'aucune manière les droits à indemnisation dont dispose le personnel de la Société autre que les Administrateurs et fondés de pouvoirs au terme d'un contrat ou de toute autre disposition légale.

Les dépenses liées à la préparation et la présentation d'une défense à l'encontre de toute réclamation, action, procès ou procédure ayant le caractère décrit à cet article peuvent être avancées par la Société, avant qu'il ne soit statué définitivement à leur sujet sur réception d'un engagement pour ou pour le compte du fondé de pouvoirs ou de l'Administrateur de rembourser ce montant s'il s'avère finalement qu'il n'a pas droit à une indemnisation au titre de cet article.

Art. 19. La Société sera engagée par les signatures conjointes de deux Administrateurs ou par la signature isolée ou les signatures conjointes de tout Administrateur ou fondé de pouvoirs auxquels des pouvoirs auront été spécialement délégués par le conseil d'administration.

Art. 20. L'assemblée générale des actionnaires nommera un "réviseur d'entreprises" agréé indépendant qui exécutera les obligations telles que prévues par la Loi. Le réviseur d'entreprises sera élu par l'assemblée générale des actionnaires et rendra ses services jusqu'à ce que son successeur soit élu.

Art. 21. La Société a à tout moment le pouvoir de racheter ses propres actions dans les seules limites imposées par la loi.

Sous réserve des limitations qui seraient imposées par le conseil d'administration et prévues dans les documents de vente, les actionnaires sont en droit de demander le rachat de tout ou partie de leurs actions par la Société.

En cas de demande de rachat par un actionnaire d'une partie de ses actions, si le fait d'accéder à cette demande devait résulter en la détention d'actions d'une classe d'une Valeur Nette d'Inventaire totale inférieure au minimum tel que décrit dans les documents de vente, la Société pourra racheter toutes les actions restantes détenues par un actionnaire.

Au cas où les rachats ont été reportés, les actions en question seront rachetées au prix de rachat par action basé sur la Valeur Nette d'Inventaire par action valable à la date à laquelle le rachat est effectué, sous déduction d'une commission d'ajustement incluant, mais pas limité à, une commission de rachat selon ce qui sera décidé de temps à autre par le conseil d'administration et décrit dans les documents de vente.

Le prix de rachat sera normalement payé endéans la période spécifiée par les Administrateurs dans les documents de vente après la date à laquelle a été fixé le prix de rachat applicable et sera basé sur la Valeur Nette d'Inventaire par action de la catégorie concernée de la classe d'actions en question, tel que celui-ci sera déterminé selon les dispositions de l'article 23 des présentes sous déduction d'une commission d'ajustement incluant, mais pas limité à la commission de rachat selon ce qui sera décidé de temps à autre par le conseil d'administration et décrit dans les documents de vente. Si en des cas exceptionnels la liquidité d'un portefeuille d'actifs détenu en rapport avec la classe d'actions à racheter est insuffisante pour permettre le paiement endéans cette période, ce paiement sera fait aussi rapidement que raisonnablement possible par la suite, mais sans intérêts.

Toute demande de rachat doit être présentée ou confirmée par écrit ou par toute manière tel que décrite dans les documents de vente, par l'actionnaire au siège social de la Société à Luxembourg, ou auprès de toute autre personne ou entité juridique désignée par la Société comme agent pour le rachat des actions. La confirmation de participation accompagnée (si applicable) d'une preuve suffisante de leur transfert ou assignation doit être reçue par la Société ou son agent désigné à cet effet avant que le prix de rachat ne puisse être payé.

La Société a le droit, si le conseil d'administration en décide ainsi, d'effectuer le remboursement du prix de rachat à un actionnaire demandant le rachat de n'importe quelles de ses actions (sous réserve de l'approbation de l'actionnaire) par un remboursement en nature au moyen d'une attribution à l'actionnaire d'avoirs du portefeuille du Fonds concerné dont la contre-valeur (décrite à l'article 23) correspond à celle des actions à racheter. La nature et le type d'actifs à transférer dans ce cas seront déterminés sur une base raisonnable et juste et sans préjudicier les intérêts des autres détenteurs d'actions du Fonds concerné et l'évaluation utilisée devra être confirmée par un rapport spécial d'un expert indépendant.

Les actions de la Société rachetées par la Société seront annulées.

Dans la mesure où cela a été décidé par le conseil d'administration à l'égard d'un quelconque Fonds, un actionnaire peut demander l'échange de tout ou partie de ses actions d'une catégorie d'une classe en actions de même catégorie d'une autre classe ou en actions d'une autre catégorie de la même classe conformément à une formule d'échange telle que fixée de temps à autre par le conseil d'administration et figurant dans les documents de vente de la Société, étant entendu que le conseil d'administration peut imposer des restrictions concernant, entre autres, la fréquence des échanges et peut soumettre l'échange au paiement de frais dont il déterminera le montant et qu'il mentionnera dans les documents de vente.

Dans le cas où des demandes de rachat sont reçues d'un actionnaire pour le rachat d'actions, ou d'actions d'une catégorie, pour un montant global excédant 10% (ou tout autre pourcentage supérieur qui pourrait être déterminé par le conseil d'administration) du nombre total d'actions ou d'actions de la catégorie concernée, le cas échéant, alors détenues par l'actionnaire concerné, la Société est en droit de réduire la demande d'un tel actionnaire demandant le rachat

de ses actions ou de ses actions d'une catégorie le cas échéant, au Jour de Vente concerné et à ne procéder qu'à une proportion suffisante de rachats dont le montant ne dépasse pas 10% (ou tout autre pourcentage supérieur qui pourrait être déterminé par le conseil d'administration) du nombre total d'actions ou d'actions de la catégorie concernée, le cas échéant, alors détenues par un l'actionnaire concerné. Les Actions qui ne sont pas rachetées mais qui, autrement, auraient été rachetées seront rachetées au prochain Jour de Vente (sous réserve de toute autre report pour autant que le nombre d'actions ou d'actions de la Catégorie concernée ayant fait l'objet d'une demande de rachat pour le Jour de Vente suivant dépasse 10% (ou tout autre pourcentage supérieur qui pourrait être déterminé par le conseil d'administration) du nombre total d'actions ou d'actions de la catégorie concernée, le cas échéant, alors délivrées à un tel actionnaire) en priorité à d'autres actions ou action de la catégorie concernée le cas échéant, pour lesquelles des demandes de rachat ont été reçues. Les actions seront rachetées à la Valeur Nette d'Inventaire de la catégorie concernée pour le Jour de Vente concerné au cours duquel elles sont rachetées.

Si et dans les limites de ce qui est prévu par les documents de vente, la Société peut racheter d'office les actions à des actionnaires afin de recueillir les commissions de performance échues après le rachat et/ou établir un mécanisme de régularisation permettant d'annuler ou de réduire les iniquités qui pourraient survenir le cas échéant pour les actionnaires ou le gestionnaire du fait du prélèvement des commissions de performance.

Art. 22. La Valeur Nette d'Inventaire et le prix de souscription et le prix de rachat des actions de la Société seront déterminés, pour les actions de chaque classe d'actions, périodiquement par la Société, comme le conseil d'administration le déterminera (le jour de cette détermination étant désigné dans les présents Statuts comme "Moment de l'Evaluation").

La Société pourra suspendre la détermination de la Valeur Nette d'Inventaire des actions de n'importe laquelle des classes d'actions ainsi que l'émission, l'échange et le rachat des actions de cette classe:

a) pendant toute période pendant laquelle un marché ou une bourse, sur lesquels une partie substantielle des investissements de la classe concernée est cotée, est fermée (pour une raison autre que des congés normaux) ou pendant laquelle les opérations y sont restreintes ou suspendues de manière substantielle;

b) durant l'existence d'un état de choses qui constitue une situation d'urgence de laquelle il résulte que la Société ne peut pas normalement disposer de ses avoirs attribuables à une classe d'actions donnée, ou les évaluer;

c) durant toute période où les moyens de communication, qui sont normalement employés pour déterminer le prix ou la valeur des investissements attribuables à une telle classe ou les prix ou valeurs courants sur une bourse, sont hors de service ou restreints;

d) pendant toute période où la Société est dans l'incapacité de rapatrier des fonds en vue d'effectuer des paiements à la suite du rachat d'actions, ou pendant laquelle un transfert de fonds relatif à la réalisation ou à l'acquisition d'investissements ou à des paiements dus à la suite du rachat de ces actions, ne peut être effectué, de l'avis des Administrateurs, à un taux de change normal;

e) pendant toute période où, de l'avis des Administrateurs de la Société, il existe des circonstances inhabituelles qui rendent impossible ou inéquitable envers les actionnaires la continuation des transactions sur les actions d'une des classes d'actions de la Société, ou lorsque cette continuation n'est pas dans l'intérêt de la Société;

f) si la Société est ou est susceptible d'être liquidée, lors de ou après la date à laquelle un avis de convocation d'une assemblée générale d'actionnaires est donné, lors de laquelle une résolution pour liquider la Société est soumise.

Pareille suspension sera rendue disponible comme décrit dans les documents de vente par la Société et sera notifiée promptement aux actionnaires demandant le rachat ou l'échange de leurs actions par la Société au moment où ils en feront la demande conformément aux dispositions de l'article 21 ci-dessus.

Pareille suspension relative à une classe d'actions n'aura aucun effet sur le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire ou l'émission, le rachat et l'échange des actions des autres classes d'actions.

Art. 23. La Valeur Nette d'Inventaire des actions, pour chaque catégorie dans chaque classe d'actions de la Société, s'exprimera en USD ou en toute autre devise de référence de la classe concernée, en un chiffre par action, et sera déterminée pour chaque Jour de Vente, en divisant les actifs nets de la Société correspondant à cette catégorie, constitués par les actifs de la Société correspondant à cette catégorie moins les engagements attribuables à cette catégorie, par le nombre d'actions émises dans cette catégorie.

Le prix de souscription ou de rachat d'une action de chaque catégorie dans chaque classe sera déterminé pour chaque Jour de Vente comme étant égal à la Valeur Nette d'Inventaire par action de ladite catégorie ce jour-là, ajustée pour refléter les frais de transactions "taxes de dilution" ou les charges fiscales que le conseil d'administration estime convenable d'être pris en considération en relation avec ladite catégorie, divisé par le nombre d'actions de ladite catégorie et en arrondissant le total jusqu'au deuxième chiffre décimal significatif le plus proche ou tout autre chiffre que le conseil d'administration peut déterminer de temps à autre.

Le conseil d'administration peut décider d'opérer des arrangements d'égalisation (y compris l'égalisation de la commission de performance) en relation avec la Société.

L'évaluation de la Valeur Nette d'Inventaire des catégories respectives des différentes classes d'actions se fera de la manière suivante:

A. Les actifs de la Société seront censés inclure:

(A) tout titre coté et régulièrement négocié sur une bourse de valeurs ou sur un marché similaire sera évalué au dernier prix disponible eu égard au Moment de l'Évaluation. Au cas où aucune transaction n'est effectuée ce jour-là, les titres seront évalués à la moyenne du prix de clôture et des prix demandés au Moment de l'Évaluation, et ajustés de la manière que le conseil d'administration estime appropriée en tenant compte de l'état des liquidités après estimation du volume de la détention par rapport au volume total des transactions. Lorsque les prix fixés pour un titre particulier sont disponibles sur plus d'une bourse de valeurs, il y a lieu de prendre en considération le dernier prix disponible ou la moyenne du prix de clôture et des prix demandés à la bourse de valeurs considérée comme le marché principal pour ce titre ou sur le marché que le conseil d'administration jugera le plus équitable quant à la détermination de la valeur dudit titre;

(B) tout titre n'étant ni coté ni régulièrement négocié sur une bourse de valeurs ou qui y est coté, mais non régulièrement négocié ou pour lequel aucun prix, tel que décrit ci-dessus, n'est disponible, sera évalué à sa juste valeur au Moment de l'Évaluation telle que déterminée par le conseil d'administration en tenant compte du coût d'acquisition, du prix auquel des opérations récentes sur les titres ont été effectuées, des évaluations établies par des courtiers indépendants ou par des services d'évaluation, des modèles d'évaluation élaborés par des tiers analysant la valeur temporelle du numéraire, les prix courants du marché et les prix contractuels et en tenant également compte de l'instabilité potentielle de l'entreprise sous-jacente, y compris en comparaison à des entreprises similaires, du volume de la détention eu égard à l'état des liquidités en considérant le montant total du titre en circulation par rapport au volume total des transactions, et de tels autres facteurs que le conseil d'administration considère appropriés à sa seule discrétion pour la détermination d'un ajustement positif ou négatif de l'évaluation;

(C) des investissements, autres que des titres, qui sont traités ou négociés par l'intermédiaire d'un établissement compensateur ou d'une bourse, seront évalués au Moment de l'Évaluation par référence au prix de règlement officiel le plus récent, qui est fixé par l'établissement compensateur ou par la bourse. Si un tel prix n'est pas fixé, la moyenne sera faite entre le cours vendeur le plus faible et le cours acheteur le plus élevé au Moment de l'Évaluation lors de la clôture sur un marché quelconque, sur lequel de tels investissements sont traités, sous réserve qu'au cas où de tels investissements sont négociés sur plus d'un marché, le conseil d'administration déterminera, à son entière discrétion, quel marché prévaudra;

(D) des investissements, autres que des titres, y compris des contrats dérivés de gré à gré qui ne sont pas traités par l'intermédiaire d'un établissement compensateur ou d'une bourse, seront évalués sur base d'une valeur équitable tel que déterminée par le conseil d'administration eu égard au coût d'acquisition, aux évaluations établies par des courtiers indépendants, par des services d'évaluation ou par la contrepartie, ou aux modèles d'évaluation élaborés par des tiers analysant la valeur temporelle du numéraire et les prix courants du marché et les prix contractuels et à l'instabilité potentielle de l'entreprise sous-jacente;

(E) les dépôts seront évalués à leur coût augmenté des intérêts courus;

(F) les actions de tout fonds d'investissement détenu par la Société seront évaluées à leur valeur nette d'inventaire par action de la classe concernée au Moment de l'Évaluation en question; et

(G) toute valeur (que ce soit sous forme d'investissement ou en espèces) exprimée autrement qu'en USD, sera convertie en USD au taux de change (officiel ou autre) que le conseil d'administration considère applicable à sa seule discrétion au Moment de l'Évaluation en question, tout en tenant compte, entre autres, de toute prime ou remise qu'ils considèrent comme appropriés et d'autres frais d'échange.

Le conseil d'administration peut, à sa discrétion, permettre l'utilisation d'une autre méthode d'évaluation s'il considère qu'une telle évaluation reflète de façon plus fidèle la véritable valeur d'un avoir et qu'elle est en conformité avec la bonne pratique comptable.

Nonobstant les principes d'évaluation décrits ci-dessus et aux seules fins de calcul de la commission de gestion et de la commission de performance, la Valeur Nette d'Inventaire de toute catégorie et la Valeur Nette d'Inventaire par action de chaque classe d'actions peuvent, à la discrétion du conseil d'administration, être ajustées afin d'exclure la Valeur Nette d'Inventaire des actions détenues directement par une société d'investissement dont le gestionnaire de fonds ou tout affilié est le gestionnaire de fonds de la Société.

Le conseil d'administration a délégué à l'administrateur de la Société la tâche de calculer la Valeur Nette d'Inventaire et la Valeur Nette d'Inventaire par action de chaque classe de la Société.

La Valeur Nette d'Inventaire par action pour le Jour de Vente sera calculée en divisant la Valeur Nette d'Inventaire de ladite classe par le nombre d'actions de ladite classe en circulation ou censées être émises au Moment de l'Évaluation pour ce Jour de Vente.

B. Les engagements de la Société sont censés comprendre:

a) tous les emprunts, effets échus et comptes exigibles;

b) tous les frais d'administration, redus ou échus (y compris, sans que cette énumération soit limitative, la commission de gestion et celle de dépôt et les honoraires de l'agent de domiciliation de Société, les primes d'assurances et ceux payables à tous autres mandataires et agents de la Société);

c) toutes les obligations connues, présentes et futures, y compris toutes obligations contractuelles venues à échéance qui ont pour objet des paiements soit en espèces soit en biens, y compris le montant des dividendes déclarés par la Société

mais non encore payés lorsque le jour auquel est effectuée l'évaluation suit la date à laquelle se fera la détermination des personnes qui y ont droit;

d) une provision appropriée pour impôts futurs sur le capital et sur le revenu, courus jusqu'au jour auquel est effectuée l'évaluation et toutes autres réserves, s'il y a lieu, autorisées et approuvées par le conseil d'administration; et

e) tous autres engagements de la Société, de quelque nature que ce soit, actuels ou éventuels à l'exception des engagements en relation avec des actions de la classe concernée envers des tiers. Pour l'évaluation du montant de ces engagements, le conseil d'administration pourra tenir compte de toutes les dépenses à payer par la Société, ce qui comprendra dépenses de formation, honoraires à payer à ses conseillers d'investissement ou gérants d'investissement, comptables, banque dépositaire, agent domiciliataire, teneurs du registre et agents de transfert, tout agent payeur et représentants permanents sur les lieux d'enregistrement, tout autre agent employé par la Société, honoraires pour des services légaux et de révisions, honoraires et dépenses des Administrateurs, dépenses de promotion, d'impression, de réédition de comptes et de publication, incluant les frais d'annonce ou de préparation et d'impression des documents de vente, documents explicatifs ou d'enregistrement, impôts ou charges gouvernementales, et toutes autres dépenses de fonctionnement, y compris les frais d'achat et de vente d'actifs, intérêts, charges bancaires et commissions de courtage, frais de port, téléphone et telex. Le conseil d'administration peut calculer toutes les dépenses administratives et autres qui ont un caractère régulier ou périodique par une estimation pour l'année ou toute autre période en répartissant le montant au prorata des fractions de cette période.

La valeur de tous les avoirs et engagements non exprimés dans la devise de référence d'un Compartiment ou d'une Classe sera convertie dans la devise de référence du Compartiment ou de la Classe concernée au cours de change fixé au Moment de l'Evaluation, de bonne foi, par, ou selon les procédures par le Conseil d'Administration.

C. Les Administrateurs établiront pour chaque classe/catégorie d'actions un portefeuille d'actifs de la manière suivante:

(a) les produits résultant de l'attribution et de l'émission des actions de chaque catégorie/classe seront affectés, dans les livres de la Société, au portefeuille des actifs établi pour cette catégorie/classe d'actions, et les actifs, engagements, revenus et frais relatifs à cette catégorie/classe d'actions seront affectés à ce portefeuille d'actifs conformément aux dispositions du présent article;

(b) si un actif découle d'un autre actif, ce dernier actif sera attribué, dans les livres de la Société, au même portefeuille que celui auquel appartient l'actif dont il découlait et à chaque réévaluation d'un actif, l'augmentation ou la diminution de valeur sera attribuée au portefeuille concerné;

(c) lorsque la Société encourt un engagement qui est en relation avec un actif d'une classe ou catégorie déterminée ou en relation avec toute opération effectuée concernant un actif d'une classe ou catégorie déterminée, cet engagement sera attribué à la classe ou catégorie en question;

(d) au cas où un avoir ou un engagement de la Société ne peut être attribué à une classe ou catégorie déterminée, cet actif ou engagement sera attribué à toutes les catégories au prorata des valeurs nettes d'inventaire des différentes classes d'actions; étant entendu que tous les engagements attribuables à une classe ou catégorie engageront cette classe ou catégorie; et

(e) à la date de clôture pour la détermination des personnes ayant droit à un dividende sur les actions d'une classe ou catégorie, la Valeur Nette d'Inventaire de cette classe ou catégorie d'actions sera réduite du montant de ces dividendes.

La Société est créée avec des compartiments multiples conformément à l'article 133 de la Loi. Les actifs d'un compartiment spécifique répondent exclusivement des droits des investisseurs dont la créance est née à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation de ce compartiment.

D. Pour les besoins d'évaluation en vertu de cet Article;

(a) chaque action de la Société devant être rachetée en vertu de l'Article 21 ci-avant, sera considérée comme action émise et prise en considération jusqu'à l'heure fixée par les Administrateurs pour le Jour de Vente en question et sera, à partir de ce jour et jusqu'à ce que le prix en soit payé, considérée comme un engagement de la Société;

(b) tous investissements, soldes en espèces ou autres actifs appartenant à une classe exprimés en une devise autre que celle en laquelle est calculée la Valeur Nette d'Inventaire par action de la classe d'actions concernée est calculée, seront évalués en tenant compte des taux d'échange en vigueur au jour et à l'heure de la détermination de la Valeur Nette d'Inventaire des actions de la classe en question;

(c) il sera, dans la mesure du possible, donné effet, eu égard à chaque Jour de Vente, à tous achats ou ventes de valeurs mobilières contractés par la Société eu égard à ce Jour de Vente.

Art. 24. Chaque fois que la Société offre des actions en souscription, le prix de souscription auquel pareilles actions seront offertes et vendues, sera basé sur la Valeur Nette d'Inventaire tel que définie ci-avant pour la catégorie déterminée de la classe d'actions en question. Le prix ainsi déterminé sera payable endéans une période fixée par les Administrateurs, comme prévu dans les documents de vente. Le prix de souscription (ne comprenant pas la commission de vente) peut, sur approbation du conseil d'administration et en observant toutes lois applicables, notamment au regard du rapport d'un réviseur confirmant la valeur de tout apport en nature, être payé par apport à la Société de valeurs mobilières ou autres avoirs acceptées par le conseil d'administration et qui sont conformes à la politique d'investissement et aux restrictions d'investissement de la Société.

Si et dans les limites de ce qui est prévu par les documents de vente, il peut être demandé à un actionnaire de payer un montant par action excédant la Valeur Nette d'Inventaire par action afin d'établir un mécanisme de régularisation permettant d'annuler ou de réduire les inéquités qui pourraient survenir le cas échéant pour les actionnaires ou le gestionnaire du fait du prélèvement des commissions de performance.

Art. 25. Le conseil d'Administration peut autoriser toute société ou autre personne désignée pour la distribution des actions de la Société d'appliquer à tout acheteur une commission de vente d'un montant qui sera déterminé soit de façon générale soit pour un ou plusieurs cas particuliers.

Art. 26. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année pour la première fois en 2009. Les comptes de la Société seront exprimés en USD ou en toute autre devise à déterminer par le conseil d'administration. Lorsqu'existeront différentes classes d'actions, telles que prévues à l'article 5 des présents Statuts, et si les comptes de ces classes sont exprimés en monnaies différentes, ces comptes seront convertis en USD et additionnés en vue de la détermination des comptes de la Société.

Art. 27. Les actionnaires décideront de l'affectation du revenu annuel net des investissements pour autant que les administrateurs n'aient pas décidé, selon des conditions qu'ils choisissent librement, d'émettre dans chaque Fonds, des actions pour lesquelles les revenus sont soit distribués ("Actions de Distribution"), soit capitalisés ("Actions de Capitalisation").

Les dividendes peuvent, en outre, relativement à chaque catégorie d'actions, comprendre une contribution prélevée sur un compte d'égalisation qui peut être maintenu pour chacune de ces catégories et qui, dans un tel cas, sera, par rapport à chaque catégorie, crédité au moment de l'émission d'actions et débité au moment du rachat d'actions d'un montant calculé par rapport aux revenus échus attribuables à ces actions.

Les dividendes seront automatiquement réinvestis dans l'acquisition d'actions supplémentaires de la même catégorie dans la classe concernée, sauf si l'actionnaire a opté explicitement pour recevoir des dividendes en espèces.

Les dividendes payés au comptant seront normalement payés dans la devise de référence ou, dans des circonstances exceptionnelles, dans telle autre devise choisie par le conseil d'administration et pourront être payés en tels lieux et à tels moments fixés par le conseil d'administration. Le conseil d'administration peut arrêter de manière définitive le taux de change applicable pour la conversion des dividendes dans la devise de leur paiement.

Art. 28. La Société va conclure un contrat de dépôt avec une banque qui remplira les exigences de la Loi. Toutes les valeurs espèces et autres avoirs de la Société seront détenus par ou pour ordre du dépositaire qui assumera envers la Société et ses actionnaires les responsabilités prévues par la Loi.

Au cas où le dépositaire souhaiterait se retirer, le Conseil d'Administration accomplira les efforts nécessaires pour trouver une société pour agir comme dépositaire et le Conseil d'Administration désignera cette société comme dépositaire. Le Conseil d'Administration pourra mettre fins aux fonctions du dépositaire mais ne pourra pas révoquer le dépositaire à moins que et jusqu'à ce qu'un nouveau dépositaire ait été désigné conformément à cette disposition, en vue d'agir à la place du dépositaire.

Art. 29. En cas de dissolution de la Société, il sera, conformément à la loi luxembourgeoise, procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morale), nommés par l'assemblée générale des actionnaires ayant décidé cette dissolution et qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération. Tous les fonds auxquels les actionnaires ont droit lors de la dissolution de la Société et qui ne sont pas réclamés par ceux qui y ont droit à la clôture de la procédure de liquidation, seront déposés au nom et pour compte des personnes qui y ont droit à la Caisse de Consignation à Luxembourg en accord avec la Loi.

Art. 30. Les présents Statuts peuvent être modifiés de temps en temps par une assemblée générale des actionnaires soumise aux conditions de quorum et de majorité requises par la loi luxembourgeoise.

Art. 31. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présent Statuts, sont déterminées en conformité avec la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, et la Loi.»

Troisième résolution

L'assemblée constate qu'aucune autre modification n'est requise par la CSSF.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de nommer pour nouveaux administrateurs de la Société avec effet au 17 janvier 2011:

- M. William Reeves, directeur à BlueCrest Capital Management LLP, né à Honolulu, Hawaï Etats-Unis d'Amérique, le 1 janvier 1964, résidant professionnellement à 29 The High Street, St. Peter Port, Guernsey GY1 2JX; et

- M. Justin Egan, Managing Director à Carne Global Financial Services, Luxembourg, né à Dublin, Irlande, le 8 septembre 1967, résidant professionnellement à 25, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg. Leur mandat prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle de 2011.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée à 14.30 heures.

Le notaire instrumentant, qui parle et comprend la langue anglaise, constate par le présent acte qu'à la demande des personnes comparantes, le présent procès-verbal est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la demande de ces mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date d'entête du présent procès verbal.

L'acte ayant été remis aux fins de lecture aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: G. FYFE-MEIS – F. LEFEBVRE – X. ROUVIERE – H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 27 janvier 2011. Relation: LAC/2011/4425. Reçu soixante-quinze euros 75,00 EUR

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt.-

Luxembourg, le sept février de l'an deux mille onze.

Référence de publication: 2011019407/1353.

(110023177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2011.

Falbala S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 47.528.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 25 février 2011 à 12.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 novembre 2010, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 novembre 2010.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011019881/1023/17.

Collectors S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9227 Diekirch, 50, Esplanade.

R.C.S. Luxembourg B 101.277.

L'an deux mille onze, le vingt-cinq janvier.

Par-devant Maître Marc Lecuit, notaire de résidence à Mersch.

ONT COMPARU:

1. Monsieur Patrick LAUWERS, entrepreneur, né à Ixelles (Belgique) le 24 octobre 1957, demeurant à L-9990 Weiswampach, 45, Duarrefstrooss.

2. Monsieur Christian SALIERES, entrepreneur, né à Mouscron (Belgique) le 11 mai 1955, demeurant professionnellement à L-9990 Weiswampach, 45, Duarrefstrooss,

ici tous deux représentés par Monsieur Nicholas MARTIN, expert-comptable, né le 3 janvier 1974 à Guernsey (Grande-Bretagne) demeurant à F-54730 Gorcy, 1, rue Neuf Ville,

en vertu de deux procurations sous seing privé.

Les prédites procurations, signées ne varietur par le représentant des comparants et le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-dessus, ont requis le notaire instrumentaire de documenter ce qui suit:

- Que suivant convention de cession de parts datée du 24 janvier 2011, Monsieur Charanjit SINGHT, économiste, né à Patiala (Inde) le 31 mars 1961, demeurant à L-1915 Luxembourg, 21, rue Henri Lamormesnil, propriétaire de CINQUANTE (50) parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (€ 125,00) chacune de la société à responsabilité limitée «Collectors S.à r.l.», avec son siège social à L-1611 Luxembourg, 1, avenue de la Gare, constituée suivant acte de Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 26 mai 2004, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 824 du 11 août 2004, a cédé et transporté avec toutes les garanties de fait

et de droit, avec effet à la date de la prédite convention, CINQUANTE (50) parts sociales à Monsieur Patrick LAUWERS, prénommé.

- Que suivant convention de cession de parts datée du 24 janvier 2011, Monsieur Jason REA, expert-comptable, né à Stockport (Grande-Bretagne) le 10 octobre 1962, demeurant à L-1510 Luxembourg, 15, avenue de la Faïencerie, propriétaire de CINQUANTE (50) parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (€ 125,00) chacune de la société à responsabilité limitée «Collectors S.à r.l.», préqualifiée, a cédé et transporté avec toutes les garanties de fait et de droit, avec effet à la date de la prédite convention, CINQUANTE (50) parts sociales à Monsieur Christian SALIERES, prénommé.

- Que lesdites cessions de parts ont été approuvées conformément à l'article 189 de la Loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales lors d'une assemblée générale extraordinaire du 24 janvier 2011.

Lesdites cessions de parts, après avoir été signées ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire, resteront annexées en copie aux présentes pour être formalisées avec elles.

- Que les comparants, représentés comme dit ci-dessus, se sont ensuite réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution:

Les associés décident de modifier l'objet social de la société et par conséquent de modifier l'article 2 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 2.** La société a pour objet l'importation, l'exportation, la distribution, la vente et la transformation de tous matériels et objets ainsi que toutes activités annexes ou connexes.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières dans tous secteurs, qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social, notamment en empruntant, en toutes monnaies, par voie d'émission d'obligations et en prêtant aux sociétés dont il est question ci-dessus.

La société peut également prendre toutes participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou tout autre manière, et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse de tous concours, prêts, avances et garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.»

Deuxième résolution:

Les associés décident de transférer le siège social de L-11611 Luxembourg, 1, avenue de la Gare à L-9227 Diekirch, 50 Esplanade et décident de modifier en conséquence l'article 5, alinéa 1^{er} pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le siège social est établi dans la ville de Diekirch.»

Troisième résolution:

Les associés décident d'accepter les démissions de Monsieur Jason REA et Monsieur Charanjit SINGH de leur fonction de gérant de la société et décident de leur donner pleine et entière décharge pour l'exercice de son mandat jusqu'à ce jour.

Quatrième résolution:

Les associés décident de nommer à la fonction de gérant de la société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Patrick LAUWERS, prénommé.

- Monsieur Christian SALIERES, prénommé.

La société est engagée par la signature individuelle d'un des deux gérants.

Intervention

Agissant en leur qualité de gérant, Messieurs Patrick LAUWERS et Christian SALIERES, prénommés, déclarent accepter expressément les prédites cessions de parts au nom et pour compte de la société et dispensent les cédants de les faire notifier à la société, le tout conformément à l'article 1690 du Code Civil.

DONT ACTE, fait et passé à Mersch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: N. MARTIN, M. LECUIT.

Enregistré à Mersch, le 27 janvier 2011. Relation: MER/2011/176. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): A. MULLER.

POUR COPIE CONFORME.

Mersch, le 9 février 2011.

Référence de publication: 2011020926/81.

(110025572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2011.

BRSG S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 50.594.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 25 février 2011 à 12.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 novembre 2010, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 novembre 2010.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011019884/1023/16.

Star Marine Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.409,00.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 158.748.

Marine Enterprises S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.943,00.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 158.180.

DRAFT TERMS OF THE MERGER

This merger to be carried out by way of the absorption of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) Marine Enterprises S.à r.l. by the private limited liability company (société à responsabilité limitée) Star Marine Holdings S.à r.l.

The board of managers of Star Marine Holdings S.à r.l. (the Absorbing Company) and the board of managers of Marine Enterprises S.à r.l. (the Absorbed Company together with the Absorbing Company, the Merging Companies) have decided to draw up the following draft terms of the merger in accordance with the provisions of article 261 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Law) and to present the draft terms of the merger to their respective general meeting of shareholders.

1. Description of the contemplated merger. The respective board of managers of the above companies propose to carry out the merger which will imply the transfer of all assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company, in accordance with the provisions of article 274 of the Law.

The managers mutually undertake to take all required steps in order to carry out the merger, in accordance with the conditions detailed hereafter and set out, hereby, the terms of the merger (the Merger).

In accordance with article 272 of the Law, the merger will take effect between the Absorbed Company and the Absorbing Company when the concurring decisions of the said companies shall have been adopted, i.e. on the date of the last general meeting of the shareholders of the merging companies approving the proposed merger (the Effective Date).

The merger shall only take effect towards third parties after the publication of the minutes of the general meetings of shareholders of each of the merging companies, in accordance with article 9 of the Law.

2. Information provided under article 261 (2) of the Law.

a) General information regarding the merging companies

- The Absorbed Company

The Absorbed Company was originally incorporated as a company under the laws of the Cayman Islands, and its registered office, principal establishment and central administration was transferred to Luxembourg pursuant to a deed

of Me Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, on November 25, 2010, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations.

The Absorbed Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with a registered office at 52-54, Avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg and is registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under number B 158.180.

The articles of association of the Absorbed Company have not been amended since.

Mr. Marino Giuseppe Bandelli, born on 20 June 1941 in Trieste, Italy, residing at Via Bernardino Luini 7, 20123 Milan, Italy, is the owner of all the shares of the share capital of the Absorbed Company.

- The Absorbing Company

The Absorbing Company was originally incorporated as a company under the laws of the Republic of Mauritius, and its registered office, principal establishment and central administration was transferred to Luxembourg pursuant to a deed of Me Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, on December 31, 2010, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations.

The Absorbing Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with a registered office at 52-54, Avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg and is registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under number 158.748,

The articles of association of the Absorbing Company have not been amended since.

The Absorbed Company is the owner of 17,000 Ordinary Shares (as this term is defined below) in the Absorbing Company, representing all the common shares of the share capital of the Absorbing Company Liscan Tech Ltd., a limited liability company organised under the laws of Canada, having its registered address at 1200 Waterfront Centre, 200 Burrard Street PO Box 48600 Vancouver BC V7X 1T2, Canada, is the owner of all Preferred Shares (as this term is defined below) of the Absorbing Company.

b) Share exchange ratio

It is acknowledged that the Merging Companies have the same ultimate beneficial owners, the Merger being considered as an internal restructuring of the group of companies to which they belong.

The share exchange ratio is calculated on the basis of the net asset value of one share of the Absorbed Company and the net asset value of one Ordinary Share (as this term is defined below) of the Absorbing Company, as evidenced by:

* the interim accounts of the Absorbing Company as at December 30, 2010 which have been approved by the extraordinary general meeting of the shareholders of the Absorbing Company dated December 31, 2010, when the shareholders of the Absorbing Company approved the migration of the Absorbing Company from the Republic of Mauritius to Luxembourg; and

* the interim accounts of the Absorbed Company as at November 25, 2010 which have been approved by the extraordinary general meeting of the shareholder of the Absorbed Company dated November 25, 2010, when the shareholder of the Absorbed Company approved the migration of the Absorbed Company from the Cayman Islands to Luxembourg.

- The Absorbing Company

The subscribed share capital of the Absorbing Company is set at fifteen thousand four hundred nine Euros (EUR 15,409.-) represented by (i) seventeen thousand (17,000) ordinary shares (the Ordinary Shares), and (ii) two thousand six hundred twenty-five (2,625) first preferred shares (the First Preferred Shares) and nine hundred twenty-five (925) second preferred shares (the Second Preferred Shares and together with the First Preferred Shares, the Preferred Shares), representing a total of twenty-thousand five hundred fifty (20,550) shares, without nominal value, all fully subscribed and entirely paid up.

The net worth value of all the Ordinary Shares is valued at EUR 20,599,995 (twenty million five hundred ninety-nine thousand nine hundred and ninety-five Euro) corresponding to the difference between the net asset value of the Absorbing Company as of December 30, 2010 (i.e. EUR 32,728,117) and the fair market value of the Preferred Shares as of December 30, 2010 (i.e. EUR 12,128,122). The fair market value of the Preferred Shares has been calculated as being the difference between the net asset value of the Absorbing Company as of December 30, 2010 (i.e. EUR 32,728,117) and the amount of the Unquoted Investments as described in interim accounts of the Absorbed Company as at November 25, 2010 (i.e. EUR 20,599,995).

The accounting par value of each of the Ordinary Shares is rounded to EUR 0.749830 and its net worth value is estimated at EUR 1,211.76 (one thousand two hundred eleven euro and seventy-six Eurocent) each.

- The Absorbed Company

The subscribed share capital of the Absorbed Company is set at thirteen thousand nine hundred forty-three Euro (EUR 13,943.-) divided into thirteen thousand nine hundred forty-three (13,943) ordinary shares in registered form, having a par value of one Euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up.

The net worth value of the Absorbed Company is valued at EUR 20,563,444.52 (twenty million five hundred sixty-three thousand four hundred and forty-four Euro).

The net worth value of each of the shares of the Absorbed Company is estimated at EUR 1,474.82 (one thousand four hundred seventy-four euro and eighty-two Eurocent) each.

- Exchange for the contribution

On the basis of the net worth value of Ordinary Share against one share of the Absorbed Company, the exchange ratio is equal to $1,474.82 / 1,211.76 = 1.217089$, meaning that one (1) share of the Absorbed Company is worth 1.217089 Ordinary Shares and that 13,943 shares of the Absorbed Company are worth 16,970 Ordinary Shares, the number of shares to be issued by the Absorbing Company and allocated to the sole shareholder of the Absorbed Company being rounded to the nearest full number of shares.

In remuneration for the contribution of the assets and liabilities of the Absorbed Company, the Absorbing Company will increase its share capital by an amount of EUR 12,725 (twelve thousand seven hundred twenty-five Euro) through the issuance of 16,970 (sixteen thousand nine hundred and seventy) new Ordinary Shares without par value, of the same kind and carrying the same rights and obligations as the existing Ordinary Shares.

The 16,970 newly issued Ordinary Shares of the Absorbing Company will be allocated to the shareholder of the Absorbed Company, on the basis of an exchange ratio of 16,970 (sixteen thousand nine hundred and seventy) Ordinary Shares of the Absorbing Company for thirteen thousand nine hundred forty-three (13,943) shares of the Absorbed Company, the number of shares so allocated being rounded to the nearest full number of shares:

- 16,970 Ordinary Shares to Mr. Marino Giuseppe Bandelli.

No cash payment will be granted to the shareholder of the Absorbed Company.

The Absorbed Company being the sole shareholder of the Absorbing Company, the later will acquire all the existing seventeen thousand (17,000) Ordinary Shares in its own share capital as a result of the contribution of all the assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company. Such own shares will be cancelled simultaneously with the issuance of the new 16,970 Ordinary Shares so that the share capital of the Acquiring Company will be decreased by an amount of EUR 12,747 (twelve thousand seven hundred forty-seven Euro) simultaneously with the above share capital increase of EUR 12,725 (twelve thousand seven hundred twenty-five Euro).

After the Merger and the cancellation of the self owned shares, the share capital of the Absorbing Company will be set at fifteen thousand three hundred eighty-seven Euro (EUR 15,387.-) represented by (i) 36,970 (sixteen thousand nine hundred and seventy) ordinary shares (the Ordinary Shares), and (ii) two thousand six hundred twenty-five (2,625) first preferred shares (the First Preferred Shares) and nine hundred twenty-five (925) second preferred shares (the Second Preferred Shares and together with the First Preferred Shares, the Preferred Shares), representing a total of twenty-thousand five hundred and twenty (20,520) Shares, without nominal value, all fully subscribed and entirely paid up.

Article 5.1 of the articles of association of the Absorbing Company will be amended accordingly.

c) Terms for the delivery of the shares in the Absorbing Company. The newly issued Ordinary Shares and the cancellation of the self-owned Ordinary Shares will be registered in the shareholder register of the Absorbing Company as of the Effective Date of the Merger.

As a result of the merger, the Absorbed Company shall cease to exist and all its shares in issue will be cancelled.

d) Date as of which the newly issued shares shall carry the right to participate in the profits and any special condition regarding such right

The newly issued shares will entitle their holder(s) to participate in the profits of the Absorbing Company as of the Effective Date and shall further be taken into consideration for the granting of any future dividends. This right is subject to no special condition.

e) Date as of which the operations of the Absorbed Company shall be treated, for accounting purposes, as being carried out on behalf of the Absorbing Company

The operations of the Absorbed Company shall be treated, for accounting purposes, as being carried out on behalf of the Absorbing Company as of January 1, 2011.

f) Rights conferred by the Absorbing Company to shareholders having special rights and to holders of securities other than shares

All shares of the Absorbed Company are identical and confer the same rights and advantages to its holder so that the Absorbing Company is not obliged to issue shares with special rights.

The Merging Companies acknowledge that the Absorbed Company has not issued to any person any securities other than the shares held by Mr. Marino Giuseppe Bandelli in its share capital.

g) Special advantages granted to the members of the board of managers of the Merging Companies and other persons referred to in article 261 (2) g) of the Law

No special advantage will be granted to the managers of the Merging Companies or to any of the persons (if any) referred to in article 261 (2) g) in connection with or as a result of the Merger, and no experts referred to in article 266 of the Law have been appointed (see section 4.4 below).

3. Consequences of the merger.

3.1 The merger will trigger ipso jure all the consequences detailed in article 274 of the Law.

Indeed, as a result of the merger, the Absorbed Company shall cease to exist and all its shares in issue shall be cancelled.

3.2 The Absorbing Company will become the owner of the assets contributed by the Absorbed Company as they exist on the Effective Date, with no right of recourse whatsoever against the Absorbed Company.

3.3 The Absorbed Company guarantees to the Absorbing Company that the claims transferred as a result of the merger are certain and due but does not guarantee the solvency of their respective debtors.

3.4 The Absorbing Company shall pay, as of the Effective Date, all taxes, contributions, duties, levies and insurance premium which will or may become due with respect to the ownership of the assets which have been contributed.

3.5 As of the Effective Date, the Absorbing Company shall perform all agreements and obligations whatsoever of the Absorbed Company.

3.6 The rights and claims comprised in the assets of the Absorbed Company shall be transferred to the Absorbing Company with all the securities, either in rem or personal, attached thereto. The Absorbing Company shall thus be subrogated, without novation, in all rights, whether in rem or personal, of the Absorbed Company with respect to all assets and against all debtors without any exception.

3.7 The Absorbing Company shall incur all debts and liabilities of any kind of the Absorbed Company. In particular, it shall pay interest and principal on all debts and liabilities of any kind incurred by the Absorbed Company.

3.8 All corporate documents of the Absorbed Company shall be kept at the registered office of the Absorbing Company for as long as prescribed by the Law.

3.9 The mandates of the members of the board of managers of the Absorbed Company will be terminated on the date of effect of the merger. Full discharge will be given to the members of the board of managers for the performance of their mandate.

The mandates of the members of the board of managers of the Absorbing Company will not be affected by the Merger.

4. Additional provisions.

4.1 The cost of the merger will be incurred by the Absorbing Company.

4.2 The undersigned mutually undertake to take all steps in their power in order to carry out the merger in accordance with the legal and statutory requirements of both companies.

4.3 The Absorbing Company shall carry out all required and necessary formalities in order to carry out the merger as well as the transfer of all assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company.

4.4 It is expressly acknowledged by the shareholders of the Merging Companies that they have decided to waive the review of the herein Merger Plan by independent experts and the need for a merger report by such experts, in accordance with article 266 (4) of the Law.

4.5 The shareholders of the Merging Companies shall be entitled to inspect the following documents at the registered office of the said companies, at least one month before the date of the general meeting of the shareholders called to decide on the terms of the merger: terms of the merger, report from the expert referred to in article 266 of the Law, board of managers' reports, annual accounts and annual reports of the merging companies for the last three financial years and, if necessary, a recent accounting statement. A copy of the above mentioned documents will be obtainable upon request.

5. The present document has been drawn up in Luxembourg on 3 February 2011, in original, in order to be registered with the Luxembourg Trade and Companies Register and to be published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, at least one month prior to the date of the general meeting of the shareholders called to decide on the terms of the merger, in accordance with article 262 of the Law.

Suit la traduction française du texte qui précède:

Cette fusion à effectuer par l'absorption de la société à responsabilité limitée Marine Enterprises S.à r.l. par la société à responsabilité limitée Star Marine Holdings S.à r.l.

Le conseil de gérance de Star Marine Holdings S.à r.l. (la Société Absorbante) et le conseil de gérance de Marine Enterprises S.à r.l. (la Société Absorbée ensemble avec la société absorbante, les Sociétés qui Fusionnent) ont décidé d'établir le présent projet de fusion conformément aux dispositions de l'article 261 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et de présenter le projet de fusion à leurs respectives assemblées générale des associés.

1. Description de la fusion envisagée. Les conseils de gérance respectifs des sociétés susnommées proposent de réaliser une fusion qui impliquera le transfert de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante, conformément aux dispositions de l'article 274 de la Loi.

Les gérants décident mutuellement d'entreprendre toutes les étapes nécessaires à la réalisation de la Fusion, conformément aux conditions détaillées ci-après et établissent, par la présente, les termes de la fusion (la Fusion).

Conformément à l'article 272 de la Loi, la Fusion prendra effet entre la Société Absorbée et la Société Absorbante lorsque les décisions concordantes desdites sociétés auront été adoptées, c'est-à-dire à la date de la dernière assemblée générale des associés des sociétés qui fusionnent approuvant le projet de fusion (la Date de Prise d'Effet).

La Fusion prendra seulement effet envers des tiers après la publication du procès-verbal des assemblées générales des associés des sociétés qui fusionnent, conformément à l'article 9 de la Loi.

2. Informations fournies par l'article 261 (2) de la Loi.

a) Renseignements généraux sur les sociétés qui fusionnent

La Société Absorbée

La Société Absorbée a été initialement constituée comme une société régie par les lois des Iles Caïmans et son siège social, établissement principal et administration centrale ont été transférés à Luxembourg suivant un acte de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg du 25 novembre 2010, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations.

La Société Absorbée est une société à responsabilité limitée dont le siège social se situe au 52-54 Avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 158.180.

Les Statuts de la Société Absorbée n'ont pas été modifiés depuis.

M. Marino Giuseppe Bandelli, né le 20 juin 1941 à Trieste, Italie, résidant au Via Bernardino Luini 7, 20123 Milan, Italie est le détenteur de l'ensemble des parts sociales du capital social de la Société Absorbée.

La Société Absorbante

La Société Absorbante a été initialement constituée comme une société régie par les lois de la République de Maurice et son siège social, établissement principal et administration centrale ont été transférés à Luxembourg suivant un acte de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg du 31 décembre 2010, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations.

La Société Absorbante est une société à responsabilité limitée dont le siège social se situe au 52-54 Avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 158.748.

Les Statuts de la Société Absorbée n'ont pas été modifiés depuis.

La Société Absorbée est la propriétaire des 17.000 Parts Sociales Ordinaires (telles que définies ci-dessous) de la Société Absorbante, représentant toutes les parts sociales ordinaires du capital social de la Société Absorbante. Liscan Tech Ltd, une société à responsabilité limitée régie par les lois du Canada, dont le siège social se situe au 1200 Waterfront Centre, 200 Burrard Street, PO Box 48600 Vancouver BC V7X 1T2, Canada est la propriétaire de toutes les Parts Sociales Préférentielles (telles que définies ci-dessous) de la Société Absorbante.

b) Rapport d'échange des parts sociales

Il est reconnu que les Sociétés qui Fusionnent ont le même bénéficiaire économique, la Fusion étant considérée comme une restructuration interne du groupe auquel elles appartiennent.

Le rapport d'échange des parts sociales est calculé sur la base de la valeur nette d'une part sociale de la Société Absorbée et de la valeur nette d'une Part Sociale Ordinaire (telle que définie ci-dessous) de la Société Absorbante, comme le prouvent:

- les comptes intermédiaires de la Société Absorbante au 30 décembre 2010 qui ont été approuvés par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société Absorbante du 31 décembre 2010, lorsque les associés de la Société Absorbante ont approuvé la migration de la Société Absorbante de la République de Maurice à Luxembourg, et

- les comptes intermédiaires de la Société Absorbée au 25 novembre 2010, qui ont été approuvés par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société Absorbée du 25 novembre 2010 lorsque les associés de la Société Absorbée ont approuvé la migration de la Société Absorbée des Iles Caïmans à Luxembourg.

La Société Absorbante

Le capital social souscrit de la Société Absorbante est fixé à quinze mille quatre cent neuf euros (EUR 15.409) composé de (i) dix-sept mille (17.000) parts sociales ordinaires (les Parts Sociales Ordinaires) et (ii) deux mille six cent vingt-cinq (2.625) premières parts sociales préférentielles (les Premières Parts Sociales Préférentielles) et neuf cent vingt-cinq (925) secondes parts sociales préférentielles (les Secondes Parts Sociales Préférentielles et ensemble avec les Premières Parts Sociales Préférentielles, les Parts Sociales Préférentielles), représentant un total de vingt mille cinq cent cinquante (20.550) parts sociales, sans valeur nominale, toutes souscrites et entièrement libérées.

La valeur nette de l'ensemble des Parts Sociales Ordinaires est évaluée à EUR 20.599.995 (vingt million cinq cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-quinze euros) correspondant à la différence entre la valeur de l'actif net de la Société Absorbante au 30 décembre 2010 (c.-à-d. EUR 32.728.117) et la juste valeur de marché des Parts Sociales Préférentielles au 30 décembre 2010 (c.-à-d. EUR 12.128.122). La juste valeur de marché des Parts Sociales Préférentielles a été calculée comme étant la différence entre la valeur de l'actif net de la Société Absorbante au 30 décembre 2010 (c.-à-d. EUR 32.728.117) et le montant du "Unquoted Investments" tels que décrit dans les comptes intermédiaires de la Société Absorbée au 25 novembre 2010 (c.-à-d. EUR 20.599.995).

La valeur nominale comptable de chacune des Parts Sociales Ordinaires est arrondie à EUR 0,749830 et sa valeur nette est estimée à EUR 1.211,76 (mille deux cent onze euros et soixante-seize centimes d'euros) chacune.

La Société Absorbée

Le capital social souscrit de la Société Absorbée est fixé à treize mille neuf cent quarante-trois euros (EUR 13.943) divisé en treize mille neuf cent quarante-trois (13.943) parts sociales ordinaires, sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

La valeur nette de la Société Absorbée est évaluée à vingt millions cinq cent soixante-trois mille quatre cent quarante-quatre euros et cinquante-deux centimes d'euro (EUR 20.563.444,52).

La valeur nette de chacune des parts sociales de la Société Absorbée est estimée à mille quatre cent soixante-quatorze euros et quatre-vingt-deux centimes d'euro (EUR 1.474,82) chacune.

Echange pour l'apport

Sur la base de la valeur nette d'une Part Sociale Ordinaire contre une part sociale de la Société Absorbée, le rapport d'échange est égal à $1.474,82 / 1.211,76 = 1,217089$, ce qui veut dire qu'une (1) part sociale de la Société Absorbée correspond à 1,217089 Part Sociale Ordinaire et que 13.943 parts sociales de la Société Absorbée correspondent à 16.970 Parts Sociales Ordinaires, le nombre de parts sociales devant être émis par la Société Absorbante et affecté à l'associé unique de la Société Absorbée étant arrondi par défaut au nombre entier de parts sociales.

En contrepartie de l'apport des actifs et passifs de la Société Absorbée, la Société Absorbante augmentera son capital social d'un montant de EUR 12.725 (douze mille sept cent vingt-cinq euros) par l'émission de 16.970 (seize mille neuf cent soixante-dix) nouvelles Parts Sociales Ordinaires sans valeur nominale, de même nature et ayant les mêmes droits et obligations que les Parts Sociales Ordinaires existantes.

Les 16.970 Parts Sociales Ordinaires nouvellement émises de la Société Absorbante seront attribuées à l'associé de la Société Absorbée, sur base d'un rapport d'échange de 16.970 (seize mille neuf cent soixante-dix) Parts Sociales Ordinaires de la Société Absorbante pour treize mille neuf cent quarante-trois (13.943) parts sociales de la Société Absorbée, le nombre de parts sociales ainsi attribuées étant arrondi par défaut au nombre entier de parts sociales:

- 16.970 Parts Sociales Ordinaires à M. Marino Giuseppe Bandelli.

Aucun versement en numéraire ne sera accordé à l'associé de la Société Absorbée.

La Société Absorbée étant l'associé unique de la Société Absorbante, celle-ci acquerra les dix-sept mille (17.000) Parts Sociales Ordinaires existantes dans son propre capital social à la suite de l'apport des actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société Absorbante. Ces parts sociales propres seront annulées en même temps que l'émission des 16.970 nouvelles Parts Sociales Ordinaires, afin que le capital social de la Société Absorbante soit diminué d'un montant de EUR 12.747 (douze mille sept cent quarante-sept euros) en même temps que l'augmentation de capital social décrite ci-dessus de EUR 12.725 (douze mille sept cent vingt-cinq euros).

Après la Fusion et l'annulation des parts sociales détenues en propre, le capital social de la Société Absorbante sera fixé à quinze mille trois cent quatre-vingt-sept euros (EUR 15.387) représenté par (i) 16.970 (seize mille neuf cent soixante-dix) parts sociales ordinaires (les Parts Sociales Ordinaires) et (ii) deux mille six cent vingt-cinq (2.625) premières parts sociales préférentielles (les Premières Parts Sociales Préférentielles) et neuf cent vingt-cinq (925) secondes parts sociales préférentielles (les Secondes Parts Sociales Préférentielles et ensemble avec les Premières Parts Sociales Préférentielles, les Parts Sociales Préférentielles), représentant un total de vingt mille cinq cent vingt (20.520) Parts Sociales, sans valeur nominale, toutes souscrites et entièrement libérées.

L'article 5.1 des statuts de la Société Absorbante sera modifié conformément.

c) Conditions de délivrance de parts sociales dans la Société Absorbante

Les Parts Sociales Ordinaires nouvellement émises et l'annulation des parts sociales détenues en propre seront enregistrées dans le registre des associés de la Société Absorbante à compter de la Date de Prise d'Effet de la Fusion.

En conséquence de la fusion, la société Absorbée cessera d'exister et toutes ses parts sociales émises seront annulées.

d) Date à partir de laquelle les parts sociales nouvellement émises seront porteuses du droit de participation aux bénéfices et toute condition particulière relative à ce droit

Les parts sociales nouvellement émises permettront à son/ses détenteur(s) de participer aux bénéfices de la Société Absorbante à compter de la Date de Prise d'Effet et seront par la suite prises en considération pour l'octroi de dividendes futurs. Ce droit n'est soumis à aucune condition particulière.

e) Date à laquelle les opérations de la Société Absorbée seront considérées, à des fins comptables, comme étant réalisées au nom de la Société Absorbante

Les opérations de la Société Absorbée seront considérées, à des fins comptables, comme étant réalisées au nom de la Société Absorbante à compter du 1^{er} janvier 2011.

f) Droits conférés par la Société Absorbante aux associés ayant des droits spéciaux et aux détenteurs de titres autres que des parts sociales

Toutes les parts sociales de la Société Absorbée sont identiques et confèrent les mêmes droits et avantages à leur détenteur de sorte que la Société Absorbante n'est pas tenue d'émettre des parts sociales ayant des droits spéciaux.

Les Sociétés qui Fusionnent reconnaissent que la Société Absorbée n'a émis à quiconque aucun titre autre que les parts sociales détenues par M. Marino Giuseppe Bandelli dans son capital social.

g) Avantages spéciaux accordés aux membres du conseil de gérance des Sociétés qui Fusionnent et à toute personne mentionnée à l'article 261 (2) g) de la Loi

Aucun avantage spécial en rapport avec ou par suite de la Fusion ne sera accordé aux membres du conseil de gérance de la Société Absorbante, ou à toute personne (le cas échéant) mentionnée à l'article 261 (2) g), et aucun expert cité à l'article 266 de la Loi n'a été nommé (voir point 4.4 ci-dessous).

3. Conséquences de la Fusion.

3.1 La fusion déclenchera ipso jure toutes les conséquences détaillées à l'article 274 de la Loi.

En effet, à la suite de la Fusion, la Société Absorbée cessera d'exister et toutes ses parts sociales émises seront annulées.

3.2 La société Absorbante deviendra propriétaire des actifs apportés par la Société Absorbée tels qu'ils existent à la Date de Prise d'Effet avec aucun droit de recours contre la Société Absorbée quel qu'il soit.

3.3 La Société Absorbée garantit à la Société Absorbante que les créances transférées à la suite de la fusion sont certaines et dues mais ne garantit pas la solvabilité de leurs débiteurs respectifs.

3.4 La société Absorbante paiera, à compter de la Date de Prise d'Effet, tous les impôts, cotisations, droits, taxes et primes d'assurance qui seront ou pourront devenir exigibles en relation avec la possession des actifs qui ont été apportés.

3.5 A compter de la Date de Prise d'Effet, la Société Absorbante exécutera tous les contrats et obligations quels qu'ils soient de la Société Absorbée.

3.6 Les droits et créances afférents aux actifs de la Société Absorbée seront transférés à la Société absorbante avec tous les titres, soit réels (in rem) soit personnels, y attachés. La Société Absorbante sera donc subrogée, sans novation, à tous les droits, qu'ils soient réels (in rem) ou personnels, de la Société Absorbée à l'égard de tous ses actifs et contre tous ses débiteurs sans exception aucune

3.7 La Société Absorbante paiera toutes les dettes de quelque nature que ce soit de la Société Absorbée. Elle paiera en particulier, le montant principal et les intérêts des dettes de toute nature qui incombent à la Société Absorbée.

3.8 Tous les documents sociaux de la Société Absorbée seront conservés au siège social de la Société Absorbante aussi longtemps que prescrit par la Loi.

3.9 Les mandats des membres du conseil d'administration de la Société Absorbée prendront fin à la date de prise d'effet de la fusion. Pleine décharge sera accordée aux membres du conseil d'administration pour l'exécution de leurs mandats respectifs.

Les mandats des membres du conseil d'administration de la Société Absorbante ne seront pas affectés par la Fusion.

4. Dispositions supplémentaires.

4.1 Le coût de la fusion incombera à la Société Absorbante.

4.2 Les soussignés entreprennent réciproquement de prendre toutes les mesures en leur pouvoir afin de réaliser la fusion conformément aux exigences légales et statutaires des deux Sociétés qui Fusionnent.

4.3 La Société Absorbante effectuera toutes les démarches nécessaires et requises à la réalisation de cette Fusion ainsi que le transfert de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante.

4.4 Les associés des Sociétés qui Fusionnent reconnaissent expressément qu'ils ont convenu de renoncer à la revue dudit Projet de Fusion par un expert indépendant et de renoncer également au rapport de fusion d'un tel expert, en vertu de l'article 266 (4) de la Loi.

4.5 Les associés des Sociétés qui Fusionnent auront un droit de regard sur les documents suivants au siège social desdites sociétés, au moins un mois avant la date des assemblées générales des associés qui seront convoquées afin de se prononcer sur les conditions de cette Fusion: le Projet de Fusion, le rapport d'un expert indépendant mentionné à l'article 266 de la Loi, les rapports des conseils de gérance, les comptes annuels et les rapports annuels des trois derniers exercices des Sociétés qui Fusionnent, et le cas échéant, un bilan comptable récent. Une copie des documents mentionnés ci-dessus sera délivrée sur demande.

5 Le présent document a été établi à Luxembourg, le 3 février 2011, en original, aux fins d'être enregistré au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et d'être publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, un mois au moins avant la date des assemblées générales des associés appelées à se prononcer sur les conditions de la Fusion, conformément à l'article 262 de la Loi.

STAR MARINE HOLDINGS SARL / MARINE ENTERPRISES SARL

Mr. Bernard H. Hoftijzer / PIERRE M. LALOYLAUX

Manager / -

Référence de publication: 2011023260/368.

(110027545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Tensor Property Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8124 Bridel, 15, rue des Carrefours.

R.C.S. Luxembourg B 106.351.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011010229/10.

(110011296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Trans Carreira S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-4062 Esch-sur-Alzette, 71, rue Clair-Chêne.

R.C.S. Luxembourg B 146.451.

Le Bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TRANS CARREIRA S.à r.l.

Référence de publication: 2011010250/11.

(110011745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Temeko Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 74.869.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011010237/9.

(110011243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Jilin Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 2, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 125.568.

Die Bilanz zum 31. Dezember 2009 und die Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Dezember 2009 abgelaufene Geschäftsjahr wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 18. Januar 2011.

Für die Jilin Management S.à r.l.

Die Domizilstelle:

Hauck & Aufhäuser Alternative Investment Services S.A.

Mario Warny / Marc-Oliver Scharwath

Référence de publication: 2011011212/15.

(110012026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2011.

That's It A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 95.618.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2011010238/10.

(110011426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Trans Rafael S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-4326 Esch-sur-Alzette, 36, rue Stalingrad.

R.C.S. Luxembourg B 95.541.

Le Bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TRANS RAFAEL S.à r.l.

Référence de publication: 2011010251/11.

(110011746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Prodhycare S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R.C.S. Luxembourg B 108.236.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03 DEC. 2010.

Pour: PRODHYCARE S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy SZABO / Lionel ARGENCE-LAFON

Référence de publication: 2011011250/15.

(110012031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2011.

That's It A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.
R.C.S. Luxembourg B 95.618.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2011010239/10.

(110011427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.

That's It A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.
R.C.S. Luxembourg B 95.618.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2011010240/10.

(110011428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.

To Be One S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 122.727.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011010241/9.

(110011244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Trans-Gil S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-4620 Differdange, 65, rue Emile Mark.
R.C.S. Luxembourg B 47.534.

Le Bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TRANS-GIL S.à r.l.

Référence de publication: 2011010253/11.

(110011747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Transport International Luxembourgeois S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.394,68.

Siège social: L-4991 Sanem, 198, rue de Niederkorn.

R.C.S. Luxembourg B 21.997.

Le Bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TRANSPORT INTERNATIONAL LUXEMBOURGEOIS S.à r.l.

Référence de publication: 2011010254/11.

(110011748) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Transports Machado Afonso s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-4696 Lasauvage, 24, rue de la Crosnière.

R.C.S. Luxembourg B 55.071.

Le Bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TRANSPORTS MACHADO AFONSO S.à r.l.

Référence de publication: 2011010255/11.

(110011749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Trasfor International S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 147.218.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011010256/9.

(110011245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Twins Brothers Fashion Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 138.622.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011010262/10.

(110011196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Fourwoods Invest S. à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-8085 Bertrange, 15, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 143.628.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Simon Paul

Gérant

Référence de publication: 2011010453/12.

(110011333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Unica Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 49.658.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Belvaux, le 19 janvier 2011.

Référence de publication: 2011010264/10.

(110011944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Urbania Adyal-Groupe Laurad S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 128.822.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011010265/10.

(110011577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Vesuvia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 131.268.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011010267/9.

(110011246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Vicente S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-4744 Pétange, 91, Porte de Lamadelaine.
R.C.S. Luxembourg B 87.938.

Le Bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

VICENTE S.à r.l.

Référence de publication: 2011010268/11.

(110011750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.

West Group Participations SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 77.627.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011010275/9.

(110011248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.

ProLogis Belgium XII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 134.904.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 décembre 2010.

ProLogis Directorship Sàrl

Gérant

Représenté par Gareth Alan Gregory

Gérant

Référence de publication: 2011010508/14.

(110011320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Walser Portfolio, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1952 Luxembourg, 1-7, rue Nina et Julien Lefèvre.

R.C.S. Luxembourg B 79.320.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 19 janvier 2011.

Référence de publication: 2011010271/10.

(110011378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.

YPL Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1117 Luxembourg, 51, rue Albert 1er.

R.C.S. Luxembourg B 116.714.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011010278/10.

(110011140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Alpha Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 66.531.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2011010415/10.

(110011313) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Belux Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1112 Luxembourg, 76, rue de l'Acierie.

R.C.S. Luxembourg B 108.234.

Les comptes annuels au 30 avril 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 janvier 2011.

CABAY FK.

Référence de publication: 2011010420/10.

(110011878) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Finance.Com Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 76.048.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 janvier 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011010456/10.

(110011431) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Finance.Com Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 76.048.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 janvier 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011010455/10.

(110011429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Erevas, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8009 Strassen, 71, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 139.712.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011010450/10.

(110011443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Euro Ventilation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8009 Strassen, 71, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 89.146.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011010445/10.

(110011437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.

ProLogis Czech Republic VIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 90.890.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 décembre 2010.

ProLogis Directorship Sàrl

Gérant

Représenté par Gareth Alan Gregory

Gérant

Référence de publication: 2011010515/14.

(110011363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Cap Consultants International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1338 Luxembourg, 72, rue du Cimetière.

R.C.S. Luxembourg B 103.153.

Le Bilan au 31 août 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2011010433/10.

(110011540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.